



open
diplomacy

DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX À L'ÈRE DE LA POLYCRISE



**Quels leviers géostratégiques
pour une stabilisation multilatérale ?**

Policy paper



Auteur :

Bastien BEAUDUCEL, Senior Fellow de l'Institut Open Diplomacy

Contact : bastien.beauducel@institut-opendiplo.fr



Les opinions exprimées dans cette note n'engagent pas la responsabilité de l'Institut Open Diplomacy mais uniquement celle de leur auteur.

L'auteur remercie Aurélien ANGOT, Clara BEAUVOIR, Camille BEKAERT, Macha BRONNER, Emma FREITAS, Souleymane FAYE, Tom JOUVET, Christophe RODRIGUES, Ruben STHEEMAN, Thaddée TOULOUSE et Emma ZIANI pour leur relecture attentive et leurs précieux commentaires.

© Institut Open Diplomacy, mars 2026. Tous droits réservés.

Citation recommandée : BEAUDUCEL, Bastien, *Déséquilibres mondiaux à l'ère de la polycrise : quels leviers géostratégiques pour une stabilisation multilatérale ?*, Institut Open Diplomacy, mars 2026.

Résumé exécutif

- **Les déséquilibres mondiaux ne sont pas conjoncturels mais structurels.**

Ils constituent une constante des phases de mondialisation et résultent de spécialisations économiques asymétriques et de rapports de pouvoir productifs, financiers et technologiques.

- **Les déséquilibres mondiaux contemporains se distinguent par un changement de nature et de statut historique.**

Moins extrêmes qu'à la fin du XIX^e siècle en proportion du PIB mondial, ils génèrent aujourd'hui davantage d'instabilité géopolitique et politique, car ils sont imbriqués avec les crises géopolitiques, climatiques et politiques, au cœur de la polycrise.

- **Le système économique mondial repose sur une contradiction centrale.**

Sa stabilité dépend du déficit structurel de la puissance monétaire dominante, les États-Unis, tandis que les principales économies excédentaires, au premier rang desquelles la Chine et l'Union européenne (UE), accumulent de l'épargne sans la convertir pleinement en investissement stratégique.

- **La crise écologique transforme les ressources en enjeux géopolitiques stratégiques renforçant ces déséquilibres.**

Face à l'aggravation de ces déséquilibres, certains États choisissent d'y répondre de manière unilatérale en adoptant des politiques prédatrices axées sur la captation des ressources. De telles stratégies contribuent à la détérioration des termes de l'échange et accentuent encore davantage les déséquilibres, les rendant plus profonds et plus instables.

- **La crise politique polarise les sociétés et entrave la correction des déséquilibres.**

La polarisation favorise les stratégies de court terme, affaiblit la stabilité des coalitions réformatrices et rend politiquement risquées les coopérations internationales indispensables à la réduction ordonnée des déséquilibres.

- **La polycrise amplifie les conséquences de cette contradiction et complexifie sa résolution.**

Il en résulte un cercle vicieux : d'un côté, les crises systémiques accroissent les déséquilibres mondiaux et réduisent les possibilités de les résorber ; de l'autre, les déséquilibres mondiaux, en renforçant la dichotomie entre les économies, accentuent la polycrise. Les déséquilibres ne sont plus

seulement l'un des symptômes des tensions globales, mais l'un des moteurs de leur approfondissement.

- **Le multilatéralisme traditionnel est affaibli par la brutalisation du système international.**

La *weaponisation* des interdépendances, le développement des stratégies unilatérales et la fragmentation des règles réduisent la capacité des cadres existants à corriger les déséquilibres de manière ordonnée.

- **Dans ce contexte, l'Union européenne est particulièrement exposée.**

Économie ouverte, fortement intégrée aux échanges mondiaux et dépendante de chaînes de valeur complexes, elle subit la fragmentation sans disposer de tous les instruments de puissance correspondants, faisant des déséquilibres mondiaux un risque systémique pour sa stabilité.

- **Le multilatéralisme ne peut plus être défendu comme une posture normative.**

Il doit être repensé comme un instrument de puissance, capable de stabiliser les biens publics mondiaux dans un environnement conflictuel. Pour l'UE, il s'agit d'une nécessité stratégique.

- **L'Union européenne dispose d'atouts uniques pour porter un multilatéralisme rénové.**

Son poids économique, sa capacité normative, sa monnaie et sa crédibilité historique peuvent en faire un pôle de stabilisation systémique, à condition d'être mobilisés de manière cohérente et assumée.

- **La refondation du multilatéralisme doit d'abord être monétaire et financière.**

Face aux fragilités du système monétaire international dominé par le dollar, l'émergence d'un système plus multipolaire est nécessaire. Le rôle international de l'euro doit être renforcé notamment via une stratégie européenne de souveraineté monétaire numérique.

- **Ce multilatéralisme rénové doit ensuite avoir une vision systémique.**

Au-delà des aspects économiques et financiers, dans un monde en polycrise, toute solution multilatérale pour remédier aux déséquilibres mondiaux doit, pour son efficacité et sa propre légitimité, prendre en compte les enjeux géopolitiques, écologiques et politiques.

- **La crédibilité du multilatéralisme européen repose sur une transformation interne.**

L'Union doit convertir son excédent structurel d'épargne en investissement stratégique, approfondir le marché unique, achever l'Union des marchés de capitaux et se doter d'un mécanisme permanent d'emprunt européen commun et d'un actif public sûr européen.

- **Une politique industrielle européenne assumée est indispensable.**

Dans un contexte de chocs systémiques, l'Europe doit adopter une stratégie industrielle sélective, organisée autour de chaînes de valeur critiques liées à la décarbonation et à la digitalisation sobre et soutenable, et capable de mobiliser l'épargne privée à l'échelle continentale.

- **Enfin, la puissance européenne est aussi normative et sociale.**

Le modèle européen constitue un avantage comparatif stratégique dans un contexte de concurrence systémique. Sa capacité à articuler compétitivité économique, cohésion sociale et exigences environnementales représente un levier d'influence durable qu'il convient de consolider et de projeter à l'échelle internationale.

Recommandations

Proposition #1	Renforcer le rôle de l'euro en tant que monnaie de règlement et de réserve en assumant une stratégie européenne de souveraineté monétaire numérique <i>via</i> l'euro, fondée sur trois piliers : 1. Le déploiement prioritaire d'un euro numérique de gros, interopérable avec les infrastructures de paiement internationales ; 2. L'autorisation encadrée de <i>stablecoins</i> en euros, adossés à des actifs européens et soumis à la supervision de la BCE et des autorités nationales compétentes. 3. La promotion d'une régulation internationale des <i>stablecoins</i>, inspirée du cadre européen MiCA, par l'intermédiaire du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.
----------------	---

Proposition #2	Mettre en place une révision périodique et fondée sur des critères objectifs de la classification des pays développés au sein de la CCNUCC, afin de renforcer la crédibilité, la soutenabilité et l'équité du financement international de la transition écologique.
----------------	---

Proposition #3	Faire des inégalités mondiales un thème structurant de l'agenda du G7 et du G20, en s'appuyant sur un organisme indépendant chargé d'analyser leurs dynamiques, d'établir des diagnostics partagés et de soutenir la cohérence des politiques économiques internationales.
----------------	---

Proposition #4	Penser la diplomatie européenne comme un instrument de puissance en développant une puissance partenariale, notamment via la création de : 1. Pactes d'accès au marché : accès préférentiel au marché de l'Union européenne en échange d'engagements environnementaux, sociaux et de transparence économique, afin de créer des chaînes de valeur durables et mutuellement avantageuses. 2. Paquets dette-investissement : restructuration partielle de la dette de pays partenaires contre des investissements ciblés dans les infrastructures climatiques, la biodiversité, l'énergie ou la sécurité alimentaire, afin de renforcer leur stabilité macroéconomique et leur ancrage dans des coalitions multilatérales ainsi que l'approvisionnement en matériaux de l'Europe. 3. Club de décarbonation : coalition ouverte de pays engagés dans la transition industrielle, associant cofinancements d'infrastructures, accès aux garanties des banques publiques européennes et convergence progressive des normes climatiques et industrielles.
----------------	--

Proposition #5	Compléter le marché unique en élargissant les secteurs couverts et en renforçant l'harmonisation des cadres réglementaires, fiscaux et prudentiels, en passant d'un objectif consensuel mais souvent incantatoire à une feuille de route politique contraignante : 1. Identifier un nombre limité de secteurs prioritaires pour lesquels un « 28e » régime peut être mis en place ; 2. Fixer un calendrier d'intégration accéléré, assorti d'échéances claires ;
----------------	--

	3. Adosser cette intégration à l'usage de la majorité qualifiée et à des incitations budgétaires européennes ; 4. Conditionner une partie des financements européens à des progrès mesurables dans l'intégration effective du marché unique.
--	---

Proposition #6	Finaliser l'Union des marchés de capitaux par un approfondissement de l'harmonisation réglementaire et prudentielle dans de nombreux secteurs économiques et financiers comme le droit des entreprises et la fiscalité pour faciliter les levées de fonds transfrontalières et l'émergence de financements de long terme.
----------------	---

Proposition #7	Institutionnaliser un mécanisme permanent d'emprunt européen commun destiné à financer les biens publics européens stratégiques, sous condition d'engagements crédibles des États membres en matière d'investissement.
----------------	--

Proposition #8	Mettre en œuvre une politique industrielle européenne explicitement sélective, organisée autour d'un nombre limité de chaînes de valeur stratégiques.
----------------	---

Proposition #9	Assumer, dans les secteurs stratégiques, une politique de protection sélective et temporaire, fondée sur une combinaison cohérente d'instruments : 1. Renforcement des instruments de défense commerciale, incluant des droits de douane ciblés et proportionnés ; 2. Mise en place d'une préférence européenne dans les marchés publics pour les technologies et productions stratégiques ; 3. Conditionnalité accrue de l'accès au marché unique au respect des normes de l'acquis communautaire, notamment en matière environnementale, sociale et de concurrence.
----------------	--

Proposition #10	Développer des politiques européennes coordonnées pour sécuriser l'approvisionnement en minerais critiques, via des clubs d'acheteurs et des partenariats d'investissement stratégiques.
-----------------	--

Proposition #11	Utiliser pleinement les instruments réglementaires européens, en particulier le <i>Digital Services Act</i> et le <i>Digital Markets Act</i> , pour défendre les valeurs européennes, renforcer la souveraineté numérique et garantir une concurrence loyale et un modèle économique soutenable pour l'environnement.
-----------------	---

Sommaire

Résumé exécutif.....	1
Recommandations.....	4
Sommaire.....	7
Introduction.....	8
I. Une situation historiquement inédite dans un monde où les déséquilibres sont structurels.....	12
A. Les déséquilibres extérieurs sont une caractéristique consubstantielle à la mondialisation.....	12
1. Les déséquilibres mondiaux, déséquilibres structurels de l'économie internationale.....	12
2. Des déséquilibres moins polarisés, mais géographiquement reconfigurés.....	15
B. Les déséquilibres mondiaux contemporains, de par leur spécificité, sont un moteur systémique de la polycrise.....	16
1. La contradiction centrale du système : une stabilité mondiale fondée sur le déficit de la puissance dominante.....	16
2. Ressources, territoires et technologies : nouveaux vecteurs de l'accroissement des déséquilibres.....	20
3. L'imbrication inédite des déséquilibres : un facteur de renforcement des déséquilibres macroéconomiques mondiaux.....	23
II. La brutalisation du monde réduit les capacités de correction des déséquilibres mondiaux alors même que le multilatéralisme demeure indispensable.....	28
A. La brutalisation du système international a profondément affaibli les mécanismes multilatéraux de régulation.....	28
1. Un enjeu identifié depuis le milieu des années 1970, sans traduction durable en politiques effectives.....	28
2. Une brutalisation du monde conduit au règne de la force sur le droit et limite toute résolution multilatérale des déséquilibres mondiaux.....	29
B. Le multilatéralisme comme instrument de puissance : le rôle central de l'Union européenne.....	35
1. Refonder le multilatéralisme pour stabiliser les biens publics mondiaux.....	36
2. Faire de l'Union européenne une puissance macro-économique et financière au profit de son positionnement géopolitique.....	41
3. Faire de l'UE une puissance industrielle, choisissant ses dépendances et défendant son modèle.....	44
Conclusion.....	48

Introduction

En novembre 2025, lors de l'ouverture du sommet du G20 à Johannesburg, Emmanuel Macron reconnaissait que « *Nous avons des déséquilibres macroéconomiques entre nos économies qui s'accroissent, qui génèrent de ce fait des tensions commerciales entre nos pays, qui menacent la prospérité et la stabilité mondiale et qui entravent le développement des pays à faible revenu* »¹. Quelques semaines plus tard, lors d'un déplacement officiel en Chine, il alertait sur le caractère désormais « *insoutenable* »² du déficit du reste du monde vis-à-vis de l'économie chinoise. Dans ce contexte, la présidence française du G7 en 2026 a fait de la résolution des déséquilibres mondiaux l'une de ses priorités³.

Les « déséquilibres mondiaux » recouvrent principalement deux concepts économiques. Le premier concerne le solde du compte des transactions courantes de la balance des paiements. Ce compte retrace l'ensemble des échanges de biens, de services, de revenus et de capitaux entre un pays et le reste du monde sur une période donnée. La seconde dimension est celle de la position extérieure nette. Elle agrège les soldes des comptes des transactions courantes passées afin d'apprécier la situation financière d'un pays vis-à-vis du reste du monde. Alors que le compte de transactions courantes constitue une approche par flux, la position extérieure nette a une approche en stock.

Ces déséquilibres ne sont pas un phénomène nouveau. Ils sont inhérents à chaque phase de la mondialisation et résultent notamment de la mobilité des capitaux⁴. Depuis 2009, les communiqués du G20 en font régulièrement état sans toutefois promouvoir de solutions concrètes ni de trajectoires opérationnelles pour y remédier. À titre d'exemple, le communiqué de 2011 constate déjà que « *les déséquilibres mondiaux persistent* ».

Ces déséquilibres ne sont pas forcément un indicateur de mauvaise santé économique. Ils reflètent avant tout un écart entre épargne et investissement au sein des économies nationales et peuvent témoigner d'une allocation plus efficiente de l'épargne à l'échelle internationale. Néanmoins, lorsque ces déséquilibres deviennent durables et excessifs, ils

¹ MACRON Emmanuel, *Prise de parole du Président de la République à la session d'ouverture du Sommet du G20 sur la croissance économique inclusive et durable*, Élysée, 22 novembre 2025

² MACRON Emmanuel, *We urgently need to rebalance EU-China relations*, *Financial Times*, 16 décembre 2025

³ Élysée, *Le mot du Président de la République*, Élysée, 15 décembre 2026

⁴ BÉNASSY QUÉRÉ Agnès, *Déséquilibres extérieurs courants : de nouveaux habits pour un vieux problème*, Banque de France, 28 janvier 2026

sont susceptibles de provoquer des crises de confiance dans le système monétaire et financier international^{5 6}.

Or, ces dernières années, on observe une divergence croissante des positions extérieures nettes. Certains pays deviennent durablement excédentaires. D'autres s'enfoncent dans des situations déficitaires persistantes. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI)⁷, les déséquilibres mondiaux ont été multipliés par 3,5 depuis 2005 en dollars courants. Trois trajectoires structurellement divergentes et non pérennes se dessinent. D'une part, la Chine s'impose comme une puissance exportatrice dominante, avec un excédent commercial ayant dépassé 1 200 milliards de dollars en 2025⁸. D'autre part, les États-Unis continuent d'absorber une part disproportionnée de la demande mondiale par leur demande intérieure : leur déficit courant atteignait 4,2 % du PIB à la fin de l'année 2024⁹, après avoir oscillé durablement entre 2 et 4 % depuis la crise financière de 2008. Enfin, l'Union européenne se caractérise par un excédent structurel d'épargne vis-à-vis du reste du monde, révélateur d'un sous-investissement chronique et d'une faiblesse de la demande intérieure.

Au-delà de l'accroissement de ces déséquilibres, la période actuelle se caractérise par une imbrication inédite de différentes crises¹⁰, faisant des déséquilibres mondiaux un sujet non plus seulement économique mais systémique. La polycrise, caractérisée par l'enchevêtrement des crises géopolitiques, écologiques, économiques et politiques, accentue ces déséquilibres et réduit les opportunités de les résoudre. Les déséquilibres ne sont plus seulement une conséquence des tensions globales : ils en deviennent un facteur structurant.

La polycrise accentue ces déséquilibres économiques. La crise géopolitique, accélérée par le second mandat de Donald Trump et la mise en place de nombreuses politiques unilatérales par les États-Unis, accroît pour le moment le déficit américain et n'a qu'une influence limitée sur les excédents européens et chinois. De même, pour réduire ces déséquilibres,

⁵ BERTHOU Antoine, BUSSIÈRE Matthieu, *Les déséquilibres mondiaux persistent malgré le rééquilibrage d'après-crise : focus sur leur financement*, Bulletin de la Banque de France, décembre 2018

⁶ OECD, *Asia and the Global crisis, the industrial dimension*, OECD, 1999

⁷ Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale — Dans une économie mondiale en constante évolution, les perspectives restent sombres*, Washington, octobre 2025

⁸ HAROLD Thibault, *Passant au-dessus de 1 000 milliards de dollars, l'excédent commercial chinois inquiète le monde*, Le Monde, 9 décembre 2025

⁹ Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale — Dans une économie mondiale en constante évolution, les perspectives restent sombres*, Washington, octobre 2025

¹⁰ FRIANG Thomas et al., *Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique*, Institut Open Diplomacy, Octobre 2025

des États mettent en place des politiques prédatrices fondées sur la captation des ressources, détériorant les termes de l'échange et rendant les déséquilibres plus profonds et plus instables.

La polycrise réduit également les opportunités de résoudre de manière multilatérale les déséquilibres mondiaux. Sur le plan environnemental, les politiques unilatérales mises en place par les États-Unis pour réduire leur position extérieure nette négative visent à intensifier l'exploitation des énergies fossiles et à renforcer leur contrôle sur les ressources minérales. Cette politique accroît la crise écologique marquée notamment par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale¹¹ et une sixième extinction de masse¹², avec de fortes disparités régionales, accentuant les tensions entre responsabilités historiques et contraintes de développement. Cette polarisation réduit la possibilité de trouver des solutions multilatérales. Sur le plan politique et social, les politiques internes des États conduisent à une crise de la répartition à l'intérieur même des sociétés limitant la capacité à corriger les déséquilibres externes. En Chine, l'insuffisance du développement du système de protection sociale entretient un taux d'épargne élevé des ménages, contribuant aux déséquilibres globaux. En Europe, les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes ont accru les inégalités intergénérationnelles ces dernières années. Cette crise de répartition est multiforme à la fois socio-économique et générationnelle, alimentant la polarisation des sociétés et la montée des inégalités. Ces dynamiques interagissent avec les déséquilibres macroéconomiques, renforçant leur caractère systémique et affaiblissant la capacité des États à y remédier.

Il en résulte un cercle vicieux : d'un côté, les crises systémiques accroissent les déséquilibres mondiaux et réduisent les possibilités de les résorber ; de l'autre, les déséquilibres mondiaux, en renforçant la dichotomie entre les économies, accentuent la polycrise par une intensification de la brutalisation du monde, de la crise écologique liée à l'utilisation massive des énergies fossiles, et de la crise politique via la hausse des inégalités.

Dans ce contexte, l'Union européenne demeure le principal acteur ayant un intérêt direct et immédiat à la correction de ces déséquilibres. À l'inverse, pour les États-Unis comme pour la Chine, un ajustement rapide pourrait entraîner des effets économiques et sociaux potentiellement déstabilisateurs, limitant leur incitation à soutenir une action coordonnée.

Pour autant, la présente étude soutient que les déséquilibres mondiaux ne constituent pas une fatalité. Des marges d'action existent, à condition de

¹¹ RITCHIE Hannah, ROSER Max, *CO₂ emissions, How much CO₂ does the world emit? Which countries emit the most?*, Our world in data, version du 4 décembre 2025

¹² DRAKE Nadia, *La sixième extinction massive a déjà commencé*, National Geographic, 2025

les penser dans une perspective systémique et multilatérale. Pour la France et l'Europe, cela suppose d'établir des coalitions avec leurs partenaires majeurs. Cette ambition nécessite de penser l'Union comme une puissance mondiale, en faisant de l'autonomie stratégique la boussole de l'action collective. Cela commence par la reconquête de la souveraineté sur son épargne, afin qu'elle soit mobilisée au service de ses priorités d'investissement, et requiert un interventionnisme plus important et assumé pour mener une politique industrielle axée sur les priorités stratégiques européennes.

I. Une situation historiquement inédite dans un monde où les déséquilibres sont structurels

Les déséquilibres mondiaux ne sont pas des anomalies conjoncturelles. Ils constituent une caractéristique structurelle du capitalisme mondialisé, inscrite dans une longue histoire de rapports de pouvoir productifs, financiers et institutionnels. Ils résultent d'un système international fondé sur l'ouverture commerciale, la spécialisation productive et la mobilité des capitaux.

Toutefois, dans un contexte caractérisé par la concomitance et l'interaction de plusieurs crises, ces déséquilibres acquièrent une portée historique inédite. D'un point de vue économique, la stabilité du système monétaire international repose désormais sur le déficit structurel de la puissance qui en constitue le pilier, transformant une fragilité macroéconomique en condition de stabilité du système. Cette situation renforce l'ensemble des crises systémiques en favorisant la résurgence d'une économie prédatrice et en reléguant les impératifs écologiques et politiques au second plan. Elle altère, en retour, les possibilités de règlement multilatéral des déséquilibres et fait des déséquilibres macroéconomiques mondiaux un nœud structurant de la polycrise.

A. Les déséquilibres extérieurs sont une caractéristique consubstantielle à la mondialisation

1. Les déséquilibres mondiaux, déséquilibres structurels de l'économie internationale

Les déséquilibres macroéconomiques entre États constituent une propriété structurelle de l'économie mondiale. Contrairement à la vision dominante de la théorie économique, la persistance de ces déséquilibres est inhérente à un système international fondé sur l'ouverture commerciale, la spécialisation productive et la mobilité des capitaux.

Historiquement, l'économie mondiale se caractérise par une tendance de long terme à l'intensification des échanges internationaux. La part du commerce extérieur dans le PIB mondial est passée d'environ 7 % en 1800 à près de 30 % aujourd'hui¹³. Cette trajectoire n'est pas linéaire, mais elle traduit une dynamique structurelle d'intégration croissante des économies nationales. La dernière grande phase de mondialisation, amorcée après la Seconde Guerre mondiale et accélérée à partir de la fin des années 1960, illustre cette dynamique. Le taux d'ouverture des économies, mesuré par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB, est ainsi

¹³ BENSIDOUN Isabelle, COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel (dir), *L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPPI, 2018

passé de 11 %¹⁴ en 1967 à 20 %¹⁵ en 1979, avant de se stabiliser temporairement à la suite des chocs pétroliers. La chute du mur de Berlin et l'intégration progressive des économies d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud-Est dans l'économie internationale ont ensuite entraîné une nouvelle accélération de l'ouverture commerciale mondiale.

Dans un cadre théorique standard, la théorie économique libérale considère que les déséquilibres des balances courantes reflètent des différences temporaires entre économies nationales en matière d'épargne, d'investissement, de productivité ou de structure démographique. Ces écarts sont supposés se corriger à moyen terme par des mécanismes d'ajustement des prix relatifs, des taux de change ou des flux de capitaux.

Depuis quelques années, des économistes ont montré que des déséquilibres persistants peuvent également résulter de déterminants structurels et constituer un équilibre macroéconomique stable. Pour Caballero, Farhi et Gourinchas¹⁶, les pays diffèrent par la qualité des actifs financiers qu'ils produisent, ce qui peut engendrer des déficits structurels dans certaines économies. En l'occurrence, les États-Unis disposent d'un avantage comparatif dans la production d'actifs sûrs et liquides, tandis que des économies à forte épargne mais à systèmes financiers moins développés, comme la Chine, cherchent des marchés stables pour placer leurs excédents. Cette « pénurie mondiale d'actifs sûrs » entraîne alors un afflux structurel de capitaux vers les États-Unis, ce qui engendre des déséquilibres durables des balances courantes, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Ces dynamiques contribuent ainsi à la persistance d'asymétries profondes entre régions excédentaires et régions déficitaires. Au-delà des seules différences de qualité d'actifs financiers mises en avant par ce modèle, ces déséquilibres résultent de déterminants structurels durables : organisation des systèmes financiers, écarts de productivité, spécialisations sectorielles asymétriques, structures démographiques divergentes, mais également choix institutionnels et politiques tels que les régimes de change ou encore les politiques industrielles ou budgétaires.

À ces facteurs « réels » s'ajoute une dimension institutionnelle essentielle. Le système monétaire et financier international organise les conditions dans lesquelles ces déséquilibres peuvent non seulement apparaître, mais surtout se maintenir dans le temps. En l'absence de mécanismes

¹⁴ BENSIDOUN Isabelle, COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel (dir), *L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII, 2018

¹⁵ BENSIDOUN Isabelle, COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel (dir), *L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII, 2018

¹⁶ CABALLERO, Ricardo J., FARHI Emmanuel Farhi et GOURINCHAS Pierre-Olivier, *An Equilibrium Model of 'Global Imbalances' and Low Interest Rates*, American Economic Review, vol. 98, n°1, p. 358-393, 2008

contraignants d'ajustement symétrique, les pays excédentaires ne sont soumis à aucune obligation effective de rééquilibrage, tandis que l'essentiel de l'ajustement repose sur les pays déficitaires.

Les travaux de Nievas et Piketty¹⁷, fondés sur la reconstitution des flux commerciaux et financiers internationaux sur la période 1800–2025, confirment ce diagnostic. Ils montrent que l'économie mondiale est durablement organisée autour de pôles créditeurs et débiteurs, sans tendance spontanée à la résorption de ces écarts. Entre 1800 et 1914, l'Europe, et plus particulièrement un noyau constitué du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, enregistrait d'importants excédents de la balance des transactions courantes. À l'inverse, le reste du monde affichait des déficits chroniques. En conséquence, à la veille de la Première Guerre mondiale, la richesse extérieure nette détenue par ces quatre économies représentait environ 34 % du PIB mondial.

Ces déséquilibres s'expliquaient en partie par des facteurs démographiques : du fait d'une transition démographique plus précoce, l'Europe présentait une structure d'âge plus mature, ce qui, dans une logique de cycle de vie, orientait les flux de capitaux vers des économies plus jeunes ou en phase de désépargne. Toutefois, ils reflétaient également des rapports de pouvoir économiques et productifs asymétriques. Les excédents des puissances européennes reposaient largement sur des termes de l'échange structurellement défavorables aux périphéries coloniales, au sein desquelles les prix des matières premières et le coût du travail étaient maintenus à des niveaux artificiellement bas. Les déséquilibres extérieurs apparaissent ainsi dès cette période comme l'expression de rapports de pouvoir économiques, technologiques et symboliques asymétriques, plutôt que comme la simple conséquence d'arbitrages rationnels entre épargne et investissement.

Cette dimension politique des déséquilibres internationaux demeure centrale dans l'économie mondialisée contemporaine. Même si le capitalisme a profondément changé de forme et est devenu plus libéral, les déséquilibres continuent de refléter des hiérarchies productives et institutionnelles. Malgré l'existence d'institutions internationales comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, il n'existe pas de mécanisme macroéconomique robuste conduisant mécaniquement à une réévaluation des prix relatifs, à une correction symétrique des soldes courants ou à une convergence spontanée des positions extérieures nettes.

En ce sens, les déséquilibres mondiaux ne constituent pas une anomalie temporaire du système économique international, mais l'une de ses

¹⁷ NIEVAS Gaston et PIKETTY Thomas, *Unequal exchange and north-south relations: evidence from global trade flows and the world balance of payments, 1800-2025*, World inequality Lab, mai 2025

caractéristiques fondamentales. Ils sont l'expression macroéconomique d'un ordre mondial structuré par des asymétries de productivité, de pouvoir financier, de spécialisation industrielle et de capacité institutionnelle. Cependant, à mesure que l'ordre mondial a évolué ces dernières années, avec la montée de l'Asie comme centre économique mondial, ces déséquilibres se sont profondément reconfigurés, faisant apparaître une dissociation croissante entre les centres de domination économique et les zones où se concentrent les déséquilibres.

2. Des déséquilibres moins polarisés, mais géographiquement reconfigurés

La comparaison entre les deux grandes phases de mondialisation, celle de la fin du XIX^e siècle et celle ouverte à partir des années 1970, met en évidence un double phénomène : une recomposition profonde de la géographie des déséquilibres mondiaux et une réduction relative de leur intensité macroéconomique globale.

Dans la mondialisation contemporaine, les déséquilibres, bien que persistants et significatifs, apparaissent quantitativement plus modérés à l'échelle mondiale. L'excédent courant agrégé de l'Asie de l'Est entre 1990 et 2025 est estimé à environ 0,5 à 0,7 %¹⁸ du PIB mondial par an, contre environ 1,5 %¹⁹ pour l'Europe lors de la première mondialisation industrielle. De même, les déséquilibres de positions extérieures nettes restent inférieurs en proportion du PIB mondial, aux extrêmes atteints à la fin du XIX^e siècle. Toutefois, bien que relativement moins importants, on observe une forte hausse de ces déséquilibres depuis le début des années 2000, passant d'environ 5 % du PIB mondial en 2005 à plus de 25 % en 2025 sous l'effet de soldes courants structurellement déséquilibrés d'environ 2 % par an.

Cette situation ne traduit pas une correction des mécanismes fondamentaux, mais une transformation du cadre institutionnel et financier international. La libéralisation progressive des marchés financiers a conduit à une intégration accrue et à une diversification des flux de capitaux, atténuant partiellement les déséquilibres.

Cette recomposition s'accompagne toutefois d'une forte continuité dans la structure productive sous-jacente aux déséquilibres. Les régions excédentaires, qu'il s'agisse de l'Europe au XIX^e siècle ou de l'Asie de l'Est depuis la fin du XX^e siècle, présentent une spécialisation dans les activités manufacturières à forte valeur ajoutée, tandis qu'elles importent

¹⁸ NIEVAS Gaston et PIKETTY Thomas, *Unequal exchange and north-south relations: evidence from global trade flows and the world balance of payments, 1800-2025*, World inequality Lab, mai 2025

¹⁹ NIEVAS Gaston et PIKETTY Thomas, *Unequal exchange and north-south relations: evidence from global trade flows and the world balance of payments, 1800-2025*, World inequality Lab, mai 2025

massivement des produits primaires et des intrants intermédiaires. À l'inverse, les régions déficitaires demeurent largement spécialisées dans l'exportation de matières premières, de produits agricoles ou de biens à faible contenu technologique. Les excédents résultent de la capacité à transformer des ressources importées en produits manufacturés ou technologiques à forte valeur ajoutée, concentrant ainsi revenus, épargne et capacité d'investissement.

La géographie des déséquilibres s'est toutefois profondément recomposée. Alors que l'Europe occidentale constituait à elle seule le cœur du système créditeur mondial au tournant du XX^e siècle, ce rôle est désormais principalement occupé par l'Asie de l'Est, au premier rang de laquelle figure la Chine, et l'Europe. À l'inverse, les États-Unis occupent une position structurellement déficitaire, alors même que leur monnaie constitue la principale monnaie des échanges internationaux.

La dissociation entre la détention de la monnaie dominante et la réalisation d'excédents courants constitue une rupture structurelle entre les deux phases de la mondialisation. Cette recomposition géographique, combinée à une atténuation relative de leur poids rapporté au PIB mondial, confère aux déséquilibres actuels une nature paradoxale : ils apparaissent moins extrêmes en proportion du PIB mondial que ceux observés à la fin du XIX^e siècle, mais présentent un potentiel d'instabilité politique et stratégique plus élevé, car ils s'inscrivent dans un contexte de rivalités stratégiques accrues, de dépendances financières croisées et de fragmentation géoéconomique alors que l'hégémon monétaire américain enregistre des déficits importants et persistants.

Ces déséquilibres globaux, en alimentant des déficits extérieurs durables, fragilisent la soutenabilité politique et stratégique de la puissance américaine dans un contexte de « brutalisation du monde », et incitent Washington à rechercher un réajustement radical, mobilisant à la fois les leviers diplomatiques, sécuritaires, économiques et climatiques. Cela participe à une bascule historique plus large, résultant de l'interaction entre crises géopolitiques, écologiques, économiques et politiques.

B. Les déséquilibres mondiaux contemporains, de par leur spécificité, sont un moteur systémique de la polycrise

1. La contradiction centrale du système : une stabilité mondiale fondée sur le déficit de la puissance dominante

La configuration contemporaine des déséquilibres mondiaux présente une singularité historique majeure : pour la première fois, la puissance économique, financière et monétaire dominante du système international est simultanément un pays dont la position extérieure nette est déficitaire.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont la puissance économique et militaire dominante. Toutefois, à partir du milieu des années 1960, avec le rattrapage économique des anciens belligérants, la balance courante américaine devient déficitaire. Les excédents commerciaux ne permettent plus de compenser les déficits de la balance des capitaux²⁰. Depuis le début des années 1980, les États-Unis, première puissance mondiale représentant 26 % du PIB mondial²¹, enregistrent de manière quasi ininterrompue un déficit de leur balance des transactions courantes. Celui-ci dépasse durablement 0,5 % du PIB mondial et s'établit en moyenne autour de 1 % depuis le début des années 2000. La conséquence directe de cette dynamique est une dégradation rapide de la position extérieure nette américaine. Alors qu'elle représentait environ - 4 % du PIB mondial en 2005, elle excède - 20 % à la fin de l'année 2025, faisant des États-Unis de loin le principal débiteur net de l'économie mondiale.

Aucun mécanisme d'ajustement ne s'est enclenché. La position dominante du dollar conduit à un afflux continu de capitaux aux États-Unis, permettant au pays de vivre au-dessus de ses moyens. Cette situation constitue une illustration directe du dilemme formulé dès les années 1960 par Robert Triffin²² : la monnaie qui sert de principal actif de réserve international doit être fournie en quantité suffisante pour répondre aux besoins de liquidité du système mondial, ce qui suppose nécessairement des déficits extérieurs persistants de la part du pays émetteur.

Les États-Unis ont longtemps tiré un avantage stratégique de cette situation, souvent désignée sous le terme de « privilège exorbitant ». La demande mondiale de dollars et de titres américains leur permet de financer leurs déficits à faible coût. Toutefois, ce privilège repose sur une asymétrie structurelle : les déséquilibres américains deviennent la condition de stabilité du système international, ce qui transforme une faiblesse macroéconomique en fonction systémique.

Historiquement, cette logique s'est affirmée dès la période de Bretton Woods. Les États-Unis ont financé, notamment par une création monétaire abondante, la guerre du Vietnam et leurs engagements extérieurs, contribuant à l'instabilité du système monétaire international et à l'effondrement de l'étalon-dollar en 1971. Cette rupture n'a pas remis en cause la centralité du dollar. Il reste « *le soleil autour duquel gravitent les autres monnaies satellites* »²³ représentant toujours 57,8 % des réserves de

²⁰ GREKOU Carl, *Un dollar contesté, mais toujours pas détrôné* in L'économie mondiale 2021, CEPII, La Découverte, collection Repères, 2020.

²¹ Banque mondiale, *PIB (\$ US courants)*, Banque mondiale, [consulté le 10 janvier 2026]

²² BINI SMAGHI Lorenzo, *Le dilemme de Triffin, toujours d'actualité*, Banque Centrale européenne, 3 octobre 2011

²³ BOUGUINAT Henri, *Les vertiges de la finance internationale*, Economica, 1987

change en 2024²⁴. Les États-Unis ont continué à fournir la liquidité mondiale nécessaire au fonctionnement du système financier international, transformant une contrainte en avantage géopolitique durable.

Au déficit américain répondent des excédents dans d'autres parties du monde qui sont de moins en moins supportables pour les États-Unis²⁵. Cette configuration a été qualifiée par Larry Summers d'« équilibre de la terreur financière »²⁶. D'un côté, les États-Unis dépendent structurellement de l'épargne étrangère pour financer leurs déficits jumeaux, budgétaires et extérieurs. De l'autre, les économies excédentaires dépendent de la demande américaine pour soutenir leur croissance et de la stabilité des actifs libellés en dollars pour sécuriser leurs réserves de change. La Chine, dont la balance courante est structurellement excédentaire depuis 2015, dispose en 2025 d'une position extérieure nette équivalente à environ 2 à 3 % du PIB mondial. L'Europe, prise dans son ensemble, constitue la région dont la position extérieure nette est la plus élevée, représentant environ 8 % du PIB mondial.

Cette dynamique se traduit concrètement par une augmentation et une internationalisation croissante de la détention de la dette publique américaine. D'une part, la dette publique a dépassé les 38 mille milliards de dollars début 2026 soit un doublement depuis 2017²⁷. D'autre part, alors que les investisseurs étrangers ne détenaient qu'environ 5 % de la dette fédérale en 1970, leur part atteint aujourd'hui près de 32 %²⁸. Bien que les données sur la détention de la dette américaine soient sujettes à caution, notamment du fait de leur détention via des structures offshore par les pays du Golfe et asiatiques²⁹, après les pays exportateurs de pétrole, le Japon puis la Chine ont longtemps été les principaux détenteurs étrangers de dette américaine. Ces deux pays détiennent encore aujourd'hui à eux seuls environ 20 % (8 % pour la Chine et 12 % pour le Japon) de la dette publique mais ils ont réduit leurs expositions ces dernières années. A titre d'illustration, en 10 ans, la Chine a réduit pratiquement de moitié son exposition à la dette publique américaine. Les investisseurs européens se sont substitués à la Chine.

²⁴ European Central Bank, *The international role of the euro*, ECB, 2025

²⁵ CHERBONNIER Frédéric, Après le dollar, quel système monétaire ?, les Échos, 6 mai 2025

²⁶ MOËC Gilles, *Tarifs douaniers de Trump : l'offensive commerciale de Mar-a-Lago et ses impasses en 7 graphiques*, Le grand continent, 2 avril 2025

²⁷ U.S. Department of the Treasury. Fiscal Service, Federal Debt : total public debt, U.S. Department of the Treasury. Fiscal Service, [consulté le 11 février 2026]

²⁸ Peterson G. Peterson Foundation, *The Federal Government Has Borrowed Trillions. Who Owns All that Debt?*, PIIE, 22 octobre 2025

²⁹ FAYE Souleymane, GODAR Sarah, MOURA Carolina, ZUCMAN Gabriel, *Global Offshore Wealth, 2001–2023*, Eu Tax Observatory, Décembre 2025

Depuis 2022, le système évolue vers un « Bretton Woods 3.0 »³⁰. Les investisseurs de la zone euro sont les principaux détenteurs étrangers de la dette publique américaine ; en premier lieu, le Royaume-Uni en détient près de 9 %. Cette structure fait de la dette américaine un actif central du système financier international, à la fois instrument de stabilité et source potentielle de vulnérabilités géopolitiques.

La configuration actuelle de l'économie mondiale fait donc apparaître une structuration tripolaire autour des États-Unis, de la Chine et de l'Europe, dont les trajectoires macroéconomiques respectives présentent toutes des fragilités. Les États-Unis se caractérisent par l'accumulation de déficits extérieurs persistants et par une dépendance croissante à l'épargne du reste du monde pour financer leur consommation et leurs déséquilibres budgétaires. À l'inverse, la Chine enregistre des excédents commerciaux d'ampleur historique, résultant d'un modèle de croissance, soutenu par d'importantes subventions publiques³¹, toujours fortement orienté vers l'exportation, d'un taux d'épargne domestique élevé et d'une compression relative de la demande intérieure.

L'Union européenne occupe une position intermédiaire et structurellement ambivalente. Si certains États membres, au premier rang desquels l'Allemagne, continuent d'accumuler des excédents extérieurs significatifs, ceux-ci reposent largement sur une insuffisance chronique de l'investissement et sur une modération de la demande interne plutôt que sur une dynamique d'innovation et d'expansion productive. Par ailleurs, la position extérieure européenne est fragilisée par la montée en gamme industrielle et technologique de la Chine qui met en concurrence 25 %³² des exportations françaises et 33 %³³ des exportations allemandes ainsi que 55 %³⁴ de la production manufacturière européenne sur son marché intérieur, par l'intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux, et par un décrochage relatif de sa trajectoire de croissance par rapport aux États-Unis et à la Chine.

Ainsi, loin de constituer des équilibres stabilisés, ces trois pôles incarnent des configurations macroéconomiques structurellement insoutenables sur le long terme : une économie américaine fondée sur l'endettement

³⁰ MOËC Gilles, *Tarifs douaniers de Trump : l'offensive commerciale de Mar-a-Lago et ses impasses en 7 graphiques*, Le grand continent, 2 avril 2025

³¹ HALE Thomas, NEIL ALIM Arjun, *IMF calls on China to halve industrial subsidies*, Financial times, 19 février 2026

³² GRJEBINE Thomas, LEFEBVRE Pacôme, TORRES Mattéo, *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, février 2026

³³ GRJEBINE Thomas, LEFEBVRE Pacôme, TORRES Mattéo, *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, février 2026

³⁴ GRJEBINE Thomas, LEFEBVRE Pacôme, TORRES Mattéo, *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, février 2026

extérieur, et de moins en moins disposée à assumer « l'obligation exorbitante » de fournir la liquidité mondiale³⁵, une économie chinoise dépendante de l'absorption de ses excédents par le reste du monde, et une Europe prise entre excédents défensifs, sous-investissement et perte relative de dynamisme productif.

En définitive, le système contemporain des déséquilibres mondiaux repose sur une contradiction centrale : la stabilité du système financier international dépend du déficit structurel de la puissance qui en constitue le pilier. Cette configuration expose l'économie mondiale à une vulnérabilité accrue face aux chocs géopolitiques, aux ruptures de confiance monétaire et aux recompositions de la hiérarchie des puissances. Elle constitue l'un des principaux facteurs de fragilisation du capitalisme mondialisé contemporain et peut favoriser une intensification des ruptures systémiques, dans un contexte de polycrise où la mutation du capitalisme libéral vers des formes plus prédatrices étend les déséquilibres à d'autres sphères, notamment celle des ressources naturelles.

2. Ressources, territoires et technologies : nouveaux vecteurs de l'accroissement des déséquilibres

Les nouvelles technologies et l'émergence d'un capitalisme prédateur contribuent à creuser les déséquilibres mondiaux en renforçant la concentration de la captation de valeur par un nombre limité d'économies dominantes.

Les nouvelles technologies et en particulier l'intelligence artificielle créent les conditions d'un renforcement des déséquilibres mondiaux. L'économie de l'intelligence artificielle tend à renforcer la hiérarchie existante du système productif mondial. Elle repose sur une chaîne de valeur profondément asymétrique, où la conception des algorithmes, la détention des brevets, la propriété des infrastructures numériques et la captation des profits sont concentrées par un nombre restreint d'entreprises, principalement situées en Amérique du Nord et en Asie. À l'inverse, les tâches indispensables à l'entraînement et au fonctionnement de ces systèmes sont largement externalisées vers les « pays du Sud ». À Madagascar³⁶, par exemple, l'annotation de données est devenue une activité économique significative, révélatrice de l'insertion subalterne de ce pays dans l'économie numérique mondiale.

Il en résulte une division internationale du travail numérique qui reproduit, sous une forme technologique, les logiques historiques de spécialisation

³⁵ BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, *Le système monétaire international est-il « injuste » ?*, Banque de France, 19 mars 2025

³⁶ LE TROQUIER Pauline, *A Madagascar, la précarité des petites mains de l'IA*, Le Monde, 3 janvier 2026

asymétrique. La valeur ajoutée, les droits de propriété intellectuelle et les profits se concentrent dans les économies avancées, tandis que les pays en développement se voient cantonnés à des tâches d'exécution standardisées, peu reconnues ou à l'extraction de ressources faiblement valorisées.

En parallèle, nous assistons à un changement de régime du capitalisme mondialisé. Il renoue avec des logiques de puissance et de captation des ressources plus explicites. Il rappelle, par certains aspects, la mondialisation de la période 1800-1914, caractérisée par des déséquilibres beaucoup plus prononcés et par des relations économiques fortement différenciées entre économies industrielles du Nord et les régions du Sud, principalement cantonnées au rôle de fournisseurs de ressources minérales et humaines.

Les transformations de l'économie conduisent à une concurrence accrue sur les matières premières. La transition énergétique, la numérisation de l'économie et la montée en puissance des technologies de rupture, au premier rang desquelles l'intelligence artificielle, accroissent de manière significative la dépendance aux matières premières stratégiques : terres rares, lithium, cobalt, nickel, cuivre, uranium, mais également hydrocarbures dans une phase de transition prolongée. Il en résulte une politisation croissante de l'accès aux ressources, transformées en instruments de puissance économique et de rivalités géostratégiques, dans un contexte où les ressources s'amenuisent. Certains États, et en particulier la Chine, détiennent un quasi-monopole sur certaines étapes clés de leur extraction et de leur transformation. À titre d'illustration, pour le cuivre et le cobalt, plus de 90 % des ressources connues aujourd'hui pour ces deux matériaux pourraient ainsi être consommées à l'horizon 2050³⁷. Concernant les terres rares, la Chine représente 69 %³⁸ de la production mondiale et maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur en raffinant 92 %³⁹ de la production mondiale.

Dans ce contexte, les grandes puissances mettent en place des stratégies prédatrices. Les interventions américaines visant à sécuriser l'accès aux matériaux critiques s'inscrivent dans cette dynamique. L'accord conclu en 2025 par les États-Unis avec l'Ukraine portant sur l'exploitation de cinquante-sept types de ressources naturelles, incluant minerais, pétrole et gaz, illustre la volonté de maîtriser directement les chaînes d'approvisionnement stratégiques⁴⁰. Enfin, début 2026, l'enlèvement du

³⁷ BOURBON Jean-Claude, Alerte sur le cuivre et le cobalt d'ici 2050, La Croix, 21 juin 2020

³⁸ XÉMARD Mathieu, *La Chine en situation de monopole sur les terres rares*, Polytechnique Insight, 29 janvier 2025

³⁹ Agence France Presse, *La Chine réautorise l'exportation de certains métaux rares, cruciaux pour l'industrie, vers les Etats-Unis*, Le Monde, 9 novembre 2025

⁴⁰ Agence France Presse, *Accord sur les minerais : le Parlement ukrainien a ratifié le texte « historique » conclu avec les Etats-Unis*, Le Monde, 8 mai 2025

Président vénézuélien⁴¹ et la volonté d'acquisition par les États-Unis du Groenland répondent aussi en partie à cette priorité⁴². Dominer le Venezuela et le Groenland permet aux États-Unis de bloquer l'accès aux ressources naturelles, dont des matériaux critiques, aux autres puissances comme la Chine.

La Chine mène depuis plusieurs décennies une stratégie systématique d'implantation économique en Afrique⁴³, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, combinant investissements directs, financements d'infrastructures et accords commerciaux. Le cas du Sri Lanka⁴⁴, contraint de céder une participation majoritaire dans la gestion du port de Hambantota dans le cadre d'un bail de 99 ans à la suite de difficultés de remboursement de sa dette, illustre la transformation de la dépendance financière en perte de souveraineté économique.

Cette dynamique accroît les déséquilibres mondiaux en renforçant l'asymétrie des termes de l'échange entre des pays exploitant les matières premières et les pays qui les utilisent dans des processus de production. La mondialisation contemporaine tend à renouer avec une économie politique des ressources dans laquelle l'accès aux matières premières devient un facteur structurant des déséquilibres mondiaux. Ces derniers ne résultent plus seulement de différentiels de compétitivité industrielle ou de politiques macroéconomiques, mais aussi de la capacité des grandes puissances à contrôler directement des territoires, des infrastructures et des flux de matières stratégiques.

Ce double mouvement, technologique et extractif, confère aux déséquilibres contemporains une nature renouvelée. Ils ne sont plus seulement l'expression d'un écart de compétitivité ou d'épargne, mais le produit d'une capacité différenciée à contrôler des ressources naturelles critiques, des infrastructures physiques et logistiques, des infrastructures numériques et informationnelles, et les droits de propriété intellectuelle.

Économiquement, les déséquilibres mondiaux deviennent ainsi multidimensionnels. Ils articulent dépendances énergétiques, minérales, dépendances financières et technologiques.

Toutefois, ces déséquilibres ne structurent plus seulement la hiérarchie économique mondiale, ils deviennent aussi des vecteurs directs de

⁴¹ TISSERANT Virginie, *L'enlèvement de Maduro, illustration du fonctionnement du nouvel ordre mondial*, The Conversation, 28 janvier 2026

⁴² LIPPERT Chloé, LEDROIT Valentin, *[Carte] Terres rares et minerais : pourquoi le sol du Groenland attire les convoitises*, Toute l'Europe, 21 janvier 2026

⁴³ ARSENAULT Chris, *Chinese firms buy, lease far less African farmland than thought – book*, Farmlandgrab, 12 octobre 2025

⁴⁴ MADELINE Agathe, MILLER Caroline, *Coordonner des créanciers fragmentés pour restructurer la dette souveraine : le cas du Sri Lanka*, Trésor Éco, 26 juin 2025

conflictualité géopolitique et de vulnérabilité systémique par leurs effets sur les autres crises systémiques qui se combinent dans un contexte de polycrise.

3. L'imbrication inédite des déséquilibres : un facteur de renforcement des déséquilibres macroéconomiques mondiaux

Les déséquilibres mondiaux s'inscrivent désormais dans un système d'interactions où se combinent en se renforçant tensions macroéconomiques et géopolitiques, dérèglement écologique et dynamiques d'inégalités sociales et politiques. Cet enchevêtrement confère à la période contemporaine un caractère inédit⁴⁵.

Les déséquilibres mondiaux renforcent la crise écologique actuelle. Alors que nous avons dépassé, en 2025, une septième limite planétaire⁴⁶, celle concernant l'acidification des océans, les stratégies économiques des États conduisent à un accroissement de notre consommation de matières⁴⁷ et à une volonté, pour certains États, et en premier lieu des États-Unis, d'accroître la consommation d'énergies fossiles.

Ces déséquilibres accroissent les différends entre les États et réduisent l'efficacité du multilatéralisme qui demeure structurellement incapable de coordonner ses efforts internationaux pour lutter contre la crise écologique.

Les différentes COP successives, qu'il s'agisse des COP climat, biodiversité ou déforestation, achoppent de manière récurrente sur la question du financement. Cette impasse alimente la critique récurrente du groupe des pays en développement, rassemblés au sein du G77⁴⁸, à l'égard des négociations climatiques.

Après une année 2024 marquée par l'échec des trois principales COP⁴⁹, en 2025, la trentième COP Climat s'est également limitée à un appel aux pays développés pour « au moins tripler » le financement de l'adaptation d'ici à

⁴⁵ FRIANG Thomas et al., *Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique*, Institut Open Diplomacy, Octobre 2025

⁴⁶ Agence France Presse, *Sept des neuf "limites planétaires" sont franchies, confirme l'Institut de Potsdam*, GEO, 25 septembre 2025

⁴⁷ BABIKIAN Laurent, « Le vrai enjeu n'est pas la neutralité carbone mais la réduction massive de l'empreinte matière » alerte Laurent BABIKIAN in FRIANG Thomas et al., *Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique*, Institut Open Diplomacy, Octobre 2025

⁴⁸ G77, Statement on behalf of the group of 77 and China by the delegation of Iraq at the informal meeting of the UN general assembly on the priorities and preparations for the 2025 UN climate change conference, G77, 5 mars 2025

⁴⁹ BEAUJON Agathe, *Bilan mitigé pour la diplomatie environnementale en 2024 : les COP sont-elles devenues inutiles ?*, Challenges, 26 décembre 2024

2035⁵⁰, sans référence temporelle précise ni mécanisme contraignant de suivi. Elle n'a pas permis d'opérationnaliser la feuille de route de Bakou à Belém visant un objectif de 1 300 milliards de dollars de financement annuel.

Cette incapacité à dégager un compromis sur le financement révèle une fracture plus profonde du multilatéralisme environnemental. Concernant les enjeux climatiques, le principe des « responsabilités communes mais différenciées », inscrit dans la Convention climat de 1992 et repris par l'Accord de Paris, repose sur une classification figée des pays développés (annexe I) fondée sur la composition de l'OCDE en 1992. Or cette architecture ne correspond plus à la réalité contemporaine des émissions. Parmi les dix principaux émetteurs historiques de gaz à effet de serre depuis 1750, trois, la Chine, l'Inde et la Russie, ne figurent pas dans l'annexe 1 de la Convention climat. Il en résulte une dissociation croissante entre responsabilités environnementales effectives et obligations financières institutionnelles, qui alimente les blocages diplomatiques.

Au-delà de la crise écologique, les déséquilibres économiques s'enchevêtrent avec des déséquilibres sociaux d'ampleur mondiale, ce qui alimente une crise de la répartition. Les transformations du capitalisme mondialisé et les politiques macroéconomiques opérées depuis les dernières crises, en particulier la priorité donnée à la lutte contre l'inflation par les banques centrales, ont tendu à accentuer la concentration des revenus et du patrimoine. Ces dynamiques ont contribué à creuser les inégalités socio-économiques et intergénérationnelles, en pénalisant les ménages modestes et les jeunes générations, plus exposés à la précarité de l'emploi, à l'endettement et à l'accès restreint au logement. Selon le *World Inequality Database*, les 10 % les plus riches de la population mondiale captent plus de la moitié du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre n'en perçoit que moins de 10 %. En matière de patrimoine, la concentration est encore plus extrême : les 10 % les plus riches possèdent environ 75 % de la richesse mondiale, contre seulement 2 % pour la moitié la plus pauvre. Cette dynamique est cumulative et s'accélère. Depuis les années 1990, le patrimoine des milliardaires et des centi-millionnaires croît à un rythme proche de 8 %⁵¹ par an, soit presque deux fois plus vite que celui de la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

⁵⁰ POIRIER Anne-Claire, *Une nouvelle «occasion manquée» : la COP30 accouche d'un accord «sans ambition» et sans mention des énergies fossiles*, Vert, Le Média, 22 novembre 2025

⁵¹ World social report United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *World social report 2025 - A new policy consensus to accelerate social progress*, United nations, 2025

Ces inégalités de revenus se recoupent avec des inégalités intergénérationnelles. En Europe, la richesse se concentre de plus en plus entre les mains des générations les plus âgées, dont le poids démographique ne cesse de croître^{52, 53} tandis que les générations plus jeunes rencontrent des difficultés économiques croissantes. À titre d'exemple, en France, plus de la moitié des 5,3 % de ménages qui se situent dans le premier décile de revenus et de patrimoine ont une personne de référence âgée de 50 à 69 ans⁵⁴. Cette fragilisation économique des jeunes générations est également visible à l'échelle mondiale. Selon une étude des Nations-Unies menée auprès de 10 000 personnes dans 14 pays différents, 39 %⁵⁵ des personnes interrogées déclarent que les contraintes financières ont entravé, ou entraveront, leur capacité à avoir le nombre d'enfants qu'elles souhaitent⁵⁶.

Les relations entre ces déséquilibres ne sont pas unidirectionnelles. Ils s'enchevêtrent de manière inédite⁵⁷. La crise écologique contribue ainsi à renforcer les déséquilibres mondiaux. La raréfaction des ressources alimente une concurrence croissante entre les États pour leur accès, ce qui accentue les tensions géopolitiques et fragilise le multilatéralisme. De même, cette raréfaction accentue la volatilité⁵⁸ des prix des matières premières. Dans ce contexte, les économies dépourvues de ressources⁵⁹, en particulier en Europe, voient leur vulnérabilité s'accroître, car la transition énergétique et la compétition pour les matières premières stratégiques renforcent leur dépendance extérieure.

La crise écologique est aussi renforcée par la crise politique. Il y a une corrélation positive entre les revenus et les émissions de gaz à effet de serre. Ces émissions dépendent positivement du niveau de revenu et du patrimoine. Selon les données de Lucas Chancel⁶⁰, en 2019, les 50 % les plus

⁵² Eurostat, *Proportion de la population âgée de 65 ans et plus*, Eurostat, Décembre 2025 (dernière mise à jour)

⁵³ Ouest France, *Pour la première fois, plus de la moitié de la population en âge de voter a plus de 50 ans*, Ouest France, juin 2025

⁵⁴ INSEE, *Les ménages à haut patrimoine et haut niveau de vie : plus souvent cadres ou indépendants, quinquagénaires ou sexagénaires, avec un patrimoine diversifié*, Insee Références – Édition 2025 – Éclairages, 2025

⁵⁵ United Nations Population Fund, *The real fertility crisis*, UNFPA, 2025

⁵⁶ ONU Info, *Natalité en baisse : « Ce n'est pas un rejet de la parentalité, mais un manque de choix »*, ONU Info, 10 juin 2025

⁵⁷ FRIANG Thomas et al., *Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique*, Institut Open Diplomacy, Octobre 2025

⁵⁸ JANCOVICI Jean-Marc, *Retranscription de la conférence de Jean-Marc Jancovici, "PIB ou CO2 il faut choisir"*, donnée à Sciences Po, Hapen, 28 septembre 2019

⁵⁹ Shift Project, *La Souveraineté par la décarbonation : voie nécessaire pour la France et l'Europe*, Shift project, 12 novembre 2025

⁶⁰ CHANCEL Lucas, *Global carbon inequality over 1990–2019*, Nature Sustainability, Septembre 2022

pauvres de la population mondiale ont causé 12 % des émissions mondiales en 2019, tandis que les 10 % les plus riches en ont causé 48 %.

De même, les mutations démographiques empêchent de penser des choix structurels de long terme à même de remédier aux déséquilibres économiques. Elles pèsent directement sur les choix budgétaires, qui tendent à privilégier les dépenses de transferts et de retraites au détriment des investissements de long terme, notamment dans la défense, la transition énergétique, la recherche ou l'éducation. Le débat budgétaire français s'est focalisé pour la deuxième année de suite sur des enjeux en matière de retraite acceptant l'idée, même temporaire, d'une loi spéciale. Cette situation empêche toute augmentation des budgets alloués à la Défense mais aussi à l'éducation ou à la transition écologique. De même en Allemagne un tiers des recettes fiscales prévues dans le prochain budget fédéral allemand (33,3 %) sera consacré à l'assurance retraite dont les dépenses s'accroissent de plus de 2 % par an⁶¹. Plus globalement, dans de nombreux pays dont la France, l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon, les dépenses publiques en faveur des personnes âgées de plus de 65 ans⁶² ont augmenté depuis les années 1980 alors que l'investissement public a baissé.

Les déséquilibres macroéconomiques forment désormais un système intégré d'instabilité. Ce caractère systémique constitue la principale nouveauté de la période actuelle. Ces déséquilibres renforcent les tensions géopolitiques ainsi que les crises écologique et politique. En rétroaction, les inégalités de richesse alimentent les déséquilibres climatiques et biodiversitaires ; les blocages institutionnels sur le financement des enjeux environnementaux reflètent les inégalités économiques mondiales ; les structures démographiques favorisent des arbitrages politiques défavorables aux investissements de long terme ; et l'accumulation du capital renforce simultanément la concentration du pouvoir économique et l'empreinte environnementale. L'économie mondiale entre ainsi dans une phase où les tensions macroéconomiques deviennent indissociables des tensions politiques, environnementales et civilisationnelles en les amplifiant tout en réduisant, en retour, les possibilités de leur résolution.

⁶¹ IFO Institute, *Pension Insurance Subsidy in Germany Will Swallow Up a Third of Tax Revenues*, IFO Institute, Novembre 2025

⁶² BURN-MURDOCH John, *Is liberal democracy in terminal decline*, Financial Times, 23 janvier 2026

II. La brutalisation du monde réduit les capacités de correction des déséquilibres mondiaux alors même que le multilatéralisme demeure indispensable

A. La brutalisation du système international a profondément affaibli les mécanismes multilatéraux de régulation

1. Un enjeu identifié depuis le milieu des années 1970, sans traduction durable en politiques effectives

Depuis les années 1970, le multilatéralisme s'est d'abord imposé comme un instrument de régulation des déséquilibres engendrés par l'interdépendance croissante des économies. La création du G7 en 1975 répond directement à la fin du système de Bretton Woods, aux chocs pétroliers et à l'instabilité monétaire internationale. Il est alors conçu comme un forum de coordination macroéconomique entre les principales économies avancées afin d'assurer la stabilité du système mondial⁶³.

Les accords du Plaza (1985)⁶⁴ et du Louvre (1987) constituent l'expression la plus aboutie de ce multilatéralisme de pilotage. Entre 1980 et 1985, le dollar s'était apprécié d'environ 44 %, sous l'effet combiné d'une politique monétaire américaine très restrictive et d'un afflux massif de capitaux internationaux, creusant les déficits extérieurs des États-Unis et désorganisant les équilibres commerciaux mondiaux. Les accords du Plaza, conclus entre les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, organisent une intervention concertée sur les marchés des changes. En moins de deux ans, le dollar perd près de la moitié de sa valeur par rapport aux principales monnaies⁶⁵.

Ce même esprit anime la réponse à la crise financière de 2008-2009. Le G20, élevé au rang de principal forum de gouvernance économique mondiale, coordonne alors des politiques de relance d'ampleur inédite et s'engage explicitement à lutter contre toute tentation protectionniste. Il place la question des déséquilibres mondiaux au cœur de son agenda. En 2009, le communiqué du G20 demande aux membres du G20 qui ont des « déficits extérieurs durables et importants » d'entreprendre « des

⁶³ The German federal government, *The history of the G7*, The German federal government, [consulté le 13 janvier 2026]

⁶⁴ FRANKEL Jeffrey, *The plaza accord, 30 years later*, NBER Working paper series, décembre 2015

⁶⁵ Citéco, *Les accords du Plaza (1985) et du Louvre (1987)*, Citéco, [consulté le 12 janvier 2025]

politiques soutenant l'épargne privée et [de] procéder à un assainissement budgétaire tout en maintenant des marchés ouverts et en renforçant les exportations. » et au contraire aux « *membres du G20 qui ont des excédents extérieurs durables et importants* » de s'engager « *à renforcer les moteurs intérieurs de la croissance.* »⁶⁶.

Toutefois, du fait de la crise géopolitique actuelle qui se traduit notamment par la remise en cause du multilatéralisme, cette ambition s'est progressivement diluée. Les communiqués ultérieurs du G20 n'ont cessé de réaffirmer la nécessité de réduire les déséquilibres mondiaux excessifs, mais sans proposer de mécanismes contraignants ni de trajectoires opérationnelles comparables à celles de 2009. À titre d'illustration, le communiqué de 2025, adopté en Afrique du Sud, renvoie l'analyse et la correction des déséquilibres à l'expertise du FMI et à des réformes nationales « *non discriminatoires* », illustrant un recul manifeste de l'ambition politique collective⁶⁷.

Le multilatéralisme fonctionne lorsqu'il repose sur une perception partagée de coresponsabilité systémique. Il échoue lorsque les grandes puissances cessent de se percevoir comme les garantes d'un ordre commun et se définissent avant tout comme des concurrentes stratégiques avec des visées impérialistes néocoloniales⁶⁸.

2 . Une brutalisation du monde conduit au règne de la force sur le droit et limite toute résolution multilatérale des déséquilibres mondiaux

La brutalisation contemporaine du système international ne se résume pas à une accumulation de décisions unilatérales ou à une succession de crises géopolitiques. Elle traduit un basculement plus profond vers un système multilatéral structuré par la force et la coercition plutôt que par le droit. Cette transformation affecte l'ensemble des sphères que ce soient les sphères monétaire, commerciale, financière mais également écologique ou politique, rendant la correction ordonnée des déséquilibres mondiaux de plus en plus difficile.

Sur le plan monétaire et financier, cette évolution se manifeste d'abord par la *weaponisation*⁶⁹ croissante des infrastructures et des monnaies internationales. La domination du dollar, combinée à l'inertie du système monétaire international, confère aux États-Unis une capacité singulière à

⁶⁶ BERTHOU Antoine, BUSSIÈRE Matthieu, *Les déséquilibres mondiaux persistent malgré le rééquilibrage d'après-crise : focus sur leur financement*, Bulletin de la Banque de France, décembre 2018

⁶⁷ G20, *G20 Johannesburg Leaders' Declaration*, Conseil de l'Union européenne, 22 novembre 2025

⁶⁸ DODDS Klaus, *Géopolitique hémisphérique : comprendre la doctrine Trump*, Le Grand Continent, 5 janvier 2026

⁶⁹ JOHNSON-CALARI Jennifer, DAS Arnab, PASSACANTANDO Franco, *The "Weaponisation" of Money: Risks of Global Financial Fragmentation*, Istituto Affari Internazionali, Juin 2024

projeter leur pouvoir au-delà de leurs frontières, notamment par le biais de sanctions financières et de l'extraterritorialité de leur droit⁷⁰.

Cette situation accélère la fragmentation de l'ordre monétaire international. De nombreux pays cherchent à réduire leur dépendance aux infrastructures financières dominées par l'Occident, à diversifier leurs réserves de change et à développer des circuits de paiement alternatifs. Ce mouvement, initialement marginal, s'est accéléré à mesure que les sanctions financières sont devenues un outil central de la compétition géopolitique.

La montée en puissance de systèmes de paiement régionaux ou bilatéraux et l'augmentation rapide des achats d'or par les banques centrales illustrent cette recherche de protection face à un système perçu comme politiquement conditionnel. La Chine, en particulier, et plus largement les pays membres des BRICS, explorent depuis plusieurs années des solutions visant à renforcer leur souveraineté financière et à accroître leur autonomie stratégique. Cette stratégie de contournement et de diversification s'est structurée progressivement mais les évolutions récentes témoignent d'une dynamique de fond. Au Brésil, le système de paiement instantané PIX, développé par la Banque centrale brésilienne, est utilisé dans quasiment la moitié des paiements au Brésil⁷¹. En Chine, selon l'administration chinoise des changes, depuis juillet 2024, les opérations transfrontières sont majoritairement libellées en renminbi alors qu'elles représentaient 40 % des transactions en juillet 2021⁷². De même, à l'échelle mondiale, la part du renminbi dans les paiements internationaux a plus que doublé depuis 2022 pour atteindre environ 4,5 % en janvier 2024. Plus globalement, en l'espace d'un an et demi, le prix de l'or a plus que doublé, passant d'environ 2 500 dollars l'once à la mi-2024 à près de 5 000 euros début 2026⁷³. Cette dynamique est appelée à se poursuivre : selon une enquête menée auprès de 50 banques centrales de pays développés et en développement par le gestionnaire d'actifs Invesco⁷⁴, une banque centrale sur deux prévoit d'augmenter la part de l'or dans ses réserves.

Au-delà du champ monétaire, la fragmentation s'étend désormais au champ économique et commercial.

⁷⁰ IHEDN, *Extraterritorialité du droit : quand le « lawfare » sert la guerre économique*, IHEDN,

⁷¹ KRUGMAN Paul, *Has Brazil Invented the Future of Money?*, Substack, 22 juillet 2025

⁷² COTTE Rachel, *L'usage du renminbi dans les transactions transfrontalières atteint des records* Les Échos, 2 septembre 2024

⁷³ SMITH Ian et al., *Dollar sinks to 4-month low and gold soars past \$5,000 as yen leaps*, Financial times, 26 janvier 2026

⁷⁴ PARTINGTON Richard, *"The dollar is losing credibility" : why central banks are scrambling for gold*, The guardian, 16 janvier 2026

Tout d'abord, depuis une dizaine d'années, sous l'effet des décisions d'investissement direct à l'étranger, les chaînes de valeur mondiales connaissent un mouvement de régionalisation croissante, marqué par la montée des stratégies de *nearshoring*⁷⁵. Face aux tensions géopolitiques, aux perturbations logistiques et aux nouvelles politiques industrielles, les entreprises privilégient de plus en plus des implantations productives dans des pays géographiquement et institutionnellement proches de leurs marchés de consommation. Ce mouvement repose sur une logique de « proximité multidimensionnelle » (géographique, réglementaire, organisationnelle et technologique) et s'inscrit dans une reconfiguration durable des chaînes de valeur vers des blocs régionaux.

Cette régionalisation des chaînes de valeur s'accompagne d'un retour marqué des instruments de politique commerciale, en rupture avec le principe de non-discrimination qui constituait le socle du système commercial multilatéral^{76, 77}. Ces instruments commerciaux, augmentation des droits de douane, quotas, contrôles à l'exportation, sont de plus en plus utilisés comme leviers de négociation politique et stratégique. Entre 2017 et 2023, le nombre de restrictions commerciales a été multiplié par trois⁷⁸. Le second mandat de Donald Trump a accéléré cette dynamique. Conformément à la doctrine Miran⁷⁹, Donald Trump a instauré des droits de douane massifs, ciblant prioritairement les pays avec lesquels les États-Unis enregistrent des déficits commerciaux, afin d'établir un rapport de force⁸⁰.

Dans un contexte de durcissement des rapports de force internationaux, la fragmentation s'étend au-delà de la sphère économique, et renforce désormais les crises systémiques en cours : géopolitique, écologique et politique.

La politique relative aux droits de douane mise en place par l'administration américaine s'inscrivent dans cette dynamique et sont instrumentalisés comme des leviers de négociation bilatérale et de coercition. Les accords dits de Turnberry avec l'Union européenne constituent à cet égard un tournant majeur. En échange d'un abaissement des droits à 15 %, l'UE a été contrainte de s'engager à importer pour 250

⁷⁵ PLATAS-LOPEZ Alejandro, CRUZ MEIJA Oliverio, *The Nearshoring Loop: A Review of Triggers, Location Choice, and Captured Outcomes*, MDPI, 22 décembre 2025

⁷⁶ BOULENGER Camille, *La remise en cause du principe de la Nation la plus favorisée* (NPF), IRIS, 23 avril 2025

⁷⁷ GODDARD Stacie, NEWMAN Abraham, Néo-royalisme : le nouvel ordre mondial de Donald J. Trump, *Le Grand continent*, 2 février 2026

⁷⁸ McKinsey, *Quels nouveaux visages pour la mondialisation ?*, McKinsey, 6 juillet 2024

⁷⁹ De CATHEU Louis, *La doctrine Miran : le plan de Trump pour disrupter la mondialisation*, *Le Grand Continent*, 18 janvier 2025

⁸⁰ GAMMIO Lazaro, ROMM Tony, SWANSON Ana, *Comment les taux de droits de douane de Trump sont-ils calculés ?*, *La Presse*, 3 avril 2025

milliards de dollars annuels de produits énergétiques américains pendant trois ans et à réaliser 600 milliards de dollars d'investissements supplémentaires aux États-Unis⁸¹. Elle a aussi été forcée à revoir ses réglementations concernant le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, la « comptabilité verte » et le devoir de vigilance⁸². De même, début 2026, alors que les pays européens résistent aux volontés expansionnistes de Trump au Groenland, le Président américain a menacé 8 pays européens de droits de douane supplémentaires de 10 % à compter du 1^{er} février et 25 % dès le 1^{er} juin⁸³ avant de revenir en arrière⁸⁴.

Cette logique de pression commerciale ne se limite toutefois pas à l'Union européenne. En janvier 2026, Donald Trump a décidé de porter à 25 %⁸⁵ les droits de douane sur les importations sud-coréennes, estimant que Séoul n'avait pas appliqué suffisamment rapidement l'accord commercial conclu l'année précédente. Par ailleurs, il a menacé le Canada d'imposer des droits de douane pouvant atteindre 100 % en cas de conclusion d'un accord commercial avec la Chine⁸⁶.

Cette fragmentation se prolonge dans le domaine des normes techniques, environnementales, numériques ou sociales, autrefois conçues comme des instruments de convergence et de réduction des coûts de transaction, mais qui deviennent désormais des terrains de confrontation stratégique. Les grandes puissances cherchent soit à imposer leurs propres standards⁸⁷, soit à délégitimer ceux des autres lorsqu'ils sont perçus comme des contraintes à leur compétitivité, ce qui contribue à alimenter les crises écologiques et politiques.

Dans le champ environnemental, des divergences de plus en plus importantes apparaissent entre une coalition de *petro-states* menée par les États-Unis et une coalition d'*electro-states* dont la Chine et l'Europe font partie⁸⁸. Ces affrontements freinent le multilatéralisme

⁸¹ BLOT Xavier, *Que penser de l'accord de Turnberry entre l'UE et les États-Unis ?*, Connaissances des énergies, 6 août 2025

⁸² European Commission *Joint Statement on a United States-European Union framework on an agreement on reciprocal, fair and balanced trade*, European Commission, 21 août 2025

⁸³ Les Échos, « *Jusqu'à la vente du Groenland* » : Trump va imposer des droits de douane à huit pays européens, dont la France, dès le 1^{er} février, Les Échos, 17 janvier 2026

⁸⁴ DESEILLE Léa, *Donald Trump fait marche arrière sur les menaces douanières suite à "un futur accord" sur le Groenland*, Toute l'Europe, 22 janvier 2026

⁸⁵ JORDAN Dearbail, HOSKINS Peter, *Trump raises US tariffs on South Korea imports to 25%*, BBC, 27 janvier 2026

⁸⁶ JORDAN Dearbail, HOSKINS Peter, *Trump raises US tariffs on South Korea imports to 25%*, BBC, 27 janvier 2026

⁸⁷ DE LETH David, *The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law*, SOMO, 3 décembre 2025

⁸⁸ GOAR Matthieu, Pierre Charbonnier, philosophe « *La décarbonation du monde passera par des moments très conflictuels* », Le Monde, 5 janvier 2026

environnemental, comme l'illustre l'échec des négociations à Genève⁸⁹ sur un traité mondial sur la pollution plastique. Cette polarisation stratégique s'inscrit plus largement dans l'imbrication croissante des déséquilibres écologiques, économiques et géopolitiques.

En amplifiant la crise écologique et les tensions politiques internationales qui en résultent, les déséquilibres mondiaux fragilisent leur propre potentiel de résolution. La concurrence entre deux modèles de croissance fragilise durablement les politiques internationales de lutte contre le changement climatique et accroît l'érosion de la biodiversité. S'agissant du climat, de Rio en 1992 à Paris en 2015, les États ont progressivement reconnu l'existence d'un déséquilibre planétaire majeur. L'Accord de Paris marque un tournant en ce qu'il engage pour la première fois 196 États autour d'un objectif commun de limitation du réchauffement « bien en dessous de 2°C ». Dix ans après, la trajectoire projetée du réchauffement est passée d'environ +4 à +5°C à près de +3°C⁹⁰, ce qui témoigne de l'effet réel, quoique insuffisant, de la coordination internationale. Concernant la biodiversité, l'adoption du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal⁹¹, qui fixe notamment l'objectif de protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030, illustre la capacité du multilatéralisme à produire des engagements structurants face à des crises globales. Toutefois, les dernières COP ont achoppé sur sa mise en œuvre concrète et les enjeux de financement⁹² révélant les limites actuelles de la coopération internationale en matière environnementale. Dans ce contexte de rivalités accrues, la raréfaction des ressources conduit à l'émergence de politiques unilatérales visant à en assurer la maîtrise, amplifiant les déséquilibres mondiaux et fragilisant toute résolution multilatérale de ces derniers.

Dans le même temps, au niveau européen, la stratégie nationale américaine de novembre 2025⁹³ désigne explicitement les réglementations européennes comme des atteintes à la « souveraineté » et à la « liberté économique ». Elle vise à ouvrir de force les marchés européens aux biens et services américains et à démanteler les instruments normatifs de l'Union. La mobilisation d'entreprises américaines contre la directive sur le

⁸⁹ Vie publique, *Sommet de Genève sur la pollution plastique : en l'absence de consensus, les discussions sont reportées*, Vie publique, 19 août 2025

⁹⁰ GROUSSON Mathieu, *Dix ans après, un accord de Paris aux résultats mitigés*, CNRS Le journal, 7 novembre 2025

⁹¹ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Convention sur la diversité biologique*, PNUE 23 mars 2023

⁹² Agence France Presse, *COP16 sur la biodiversité : à Rome, un accord arraché de justesse pour réformer le financement de la sauvegarde de la nature*, Le Monde, 28 février 2025

⁹³ President of the United States, *National Security Strategy of the United States of America*, President of the United States, Novembre 2025

devoir de vigilance (CSDDD)⁹⁴, illustre cette instrumentalisation directe du lobbying privé au service d'objectifs géopolitiques.

Enfin, ces déséquilibres mondiaux alimentent des opérations d'ingérence politique. Les déclarations du vice-président américain lors de la conférence de Munich^{95, 96}, les révélations sur des tentatives d'influence au Groenland, ainsi que la multiplication des stratégies d'ingérences dans les processus électoraux européens^{97, 98}, qu'elles proviennent de puissances étatiques ou d'acteurs privés, illustrent cette volonté de déstabiliser la puissance européenne. Pour assurer la docilité des pays européens, principal financeur de la dette américaine, les États-Unis cherchent de plus en plus à peser sur les scrutins européens, en facilitant l'organisation des partis d'extrême droite⁹⁹, ou en les soutenant comme en Allemagne¹⁰⁰ ou en France¹⁰¹ tandis que la Russie et la Chine recourent à des campagnes de désinformation, de cyber-ingérence et de financement occulte pour influencer les résultats électoraux et fragiliser les démocraties européennes, favorisant l'arrivée au pouvoir de forces politiques qui mettent à l'écart les solutions multilatérales et prônent des stratégies de repli national.

Dans ce contexte, les déséquilibres mondiaux, qu'ils soient macroéconomiques, financiers ou environnementaux, deviennent plus difficiles à corriger, non pas faute de diagnostic, mais faute de cadres de coopération crédibles. La défiance entre grandes puissances empêche la mise en place de mécanismes contraignants de coordination et conduit à l'instauration de politiques unilatérales. La politique de Trump s'inscrit dans cette dynamique conformément à la doctrine Miran¹⁰², qui part du diagnostic selon lequel le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale maintient structurellement la devise américaine à un niveau

⁹⁴ DE LETH David, *The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law*, SOMO, 3 décembre 2025

⁹⁵ Le Grand Continent, *Changement de régime : le discours intégral de J.D. Vance à Munich*, Le Grand Continent, 14 février 2025

⁹⁶ Agence France Presse, *Olaf Scholz critique l'ingérence des Américains, après le discours de J. D. Vance*, Le Monde, 15 février 2025

⁹⁷ VIGINUM, *Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516*, VIGINUM, 6 mai 2025

⁹⁸ POUZYREFF Natalia, RÉCALDE Marie, *Rapport d'information par la Commission de la Défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le thème de « l'opérationnalisation de la nouvelle fonction stratégique influence »*, Assemblée nationale, 2 juillet 2025

⁹⁹ WIEDER Thomas et al., *L'arrivée de Steve Bannon en Europe suscite le scepticisme chez les populistes*, Le Monde, 20 août 2018

¹⁰⁰ BAER Sébastien, *Allemagne : les interventions d'Elon Musk dans la campagne électorale créent stupeur et incompréhension*, France Inter, 31 décembre 2024

¹⁰¹ BONNO Patrick, *"Ça ne va pas forcément nous aider" : le soutien de Donald Trump à Marine Le Pen ne ravit pas vraiment le RN*, FranceInfo, 4 avril 2025

¹⁰² De CATHEU Louis, *La doctrine Miran : le plan de Trump pour disrupter la mondialisation*, Le Grand Continent, 18 janvier 2025

surévalué, pénalisant l'industrie et creusant les déficits extérieurs. Les droits de douane visent à provoquer un choc économique pour pousser les banques centrales à réduire leur taux et les États à négocier afin d'obtenir une dépréciation du dollar à l'instar des accords du Plaza en 1985¹⁰³. Les déséquilibres ne sont plus traités comme des problèmes collectifs à résoudre, mais comme des vulnérabilités à exploiter, dans un système de négociations bilatérales asymétriques où la puissance commerciale, financière et sécuritaire américaine sert de levier pour imposer un nouvel équilibre international¹⁰⁴.

Cette évolution rapide place l'Union européenne dans une position particulièrement exposée. Économie ouverte, fortement intégrée aux échanges mondiaux et dépendante de chaînes de valeur complexes, l'UE subit de plein fouet les effets de la fragmentation. La remise en cause croissante du cadre multilatéral ne constitue donc pas pour elle un simple enjeu normatif, mais un risque systémique, affectant sa stabilité économique, sa sécurité et sa capacité à peser sur l'ordre international.

Plus globalement, la brutalisation du monde ne relève ainsi ni d'un accident conjoncturel ni d'une parenthèse politique. Elle marque une transformation structurelle de l'économie politique internationale, dans laquelle la coopération devient conditionnelle et la règle subordonnée à la puissance. Dans un tel environnement, la défense du multilatéralisme ne peut plus être passive ou incantatoire : elle suppose une capacité à structurer des coalitions, à protéger ses intérêts et à imposer le respect de règles communes.

B. Le multilatéralisme comme instrument de puissance : le rôle central de l'Union européenne

La fragmentation de l'ordre économique international, la *weaponisation*¹⁰⁵ croissante des interdépendances et l'essor des stratégies unilatérales marquent la fin de l'illusion de la « mondialisation heureuse »¹⁰⁶. Dans un système désormais structuré par le rapport de force, les réponses strictement nationales apparaissent insuffisantes et contre-productives¹⁰⁷,¹⁰⁸. Les stratégies de coercition économique tendent à accroître l'instabilité

¹⁰³ VAROUFAKIS Yanis, *Donald Trump's economic masterplan He is plotting an anti-Nixon shock*, *Unherd*, 12 février 2025

¹⁰⁴ VAROUFAKIS Yanis, *Donald Trump's economic masterplan He is plotting an anti-Nixon shock*, *Unherd*, 12 février 2025

¹⁰⁵ JOHNSON-CALARI Jennifer, DAS Arnab, PASSACANTANDO Franco, *The "Weaponisation" of Money: Risks of Global Financial Fragmentation*, Istituto Affari Internazionali, Juin 2024

¹⁰⁶ MINC Alain, *Mondialisation heureuse : je persiste et signe*, *Le Monde*, 17 août 2001

¹⁰⁷ SCHNEID Rebecca, *Americans Are Paying For Trump's Tariffs*, *Study Finds*, *Time*, 23 janvier 2026

¹⁰⁸ Yale University, *State of U.S. Tariffs: November 17, 2025*, Yale University, Novembre 2025

macroéconomique globale, à fragmenter les chaînes de valeur et à affaiblir la fourniture des biens publics mondiaux¹⁰⁹.

Face aux puissances prédatrices, l'Union européenne doit devenir une puissance partenariale. Le multilatéralisme ne peut plus être conçu comme une posture normative. Il doit être repensé comme un instrument de puissance, capable de stabiliser le système international, de corriger les déséquilibres globaux et de contenir la logique de fragmentation. Pour l'Union européenne, cette refondation n'est pas un choix idéologique mais une nécessité stratégique. L'UE ne peut ni se replier sur une autonomie illusoire, ni se contenter d'un multilatéralisme incantatoire.

L'Union dispose d'atouts uniques pour porter un multilatéralisme rénové : un poids économique comparable à celui des grandes puissances, une monnaie susceptible de jouer un rôle international accru, une capacité normative sans équivalent et une crédibilité historique dans la fourniture de biens publics mondiaux. Mobilisés de manière cohérente, ces atouts peuvent permettre à l'UE d'agir comme un pôle de stabilisation systémique, en structurant des coalitions autour de règles, d'institutions et d'investissements communs, tant avec ses partenaires du G7 qu'avec des économies intermédiaires clés.

Ce multilatéralisme de puissance repose sur une double transformation. À l'échelle internationale, il suppose de réinvestir les grandes architectures de gouvernance monétaire, financière, climatique et sociale afin de les adapter à un monde multipolaire et conflictuel. À l'échelle européenne, il exige que l'Union se pense et agisse comme une véritable puissance, capable de repenser sa diplomatie, d'orienter son épargne, de sécuriser ses dépendances critiques, de soutenir une politique industrielle ambitieuse et de défendre activement son modèle réglementaire.

1. Refonder le multilatéralisme pour stabiliser les biens publics mondiaux

Face aux déséquilibres macroéconomiques mondiaux, seule une approche coordonnée permettrait d'en assurer une correction ordonnée et soutenable. Une telle correction impliquerait, côté chinois, une réduction durable de l'épargne par une réorientation progressive du modèle économique vers la consommation et les services, soutenue par un renforcement des dispositifs de protection sociale¹¹⁰ et une libre mobilité de la monnaie. Elle supposerait, côté américain, un plan précis et réaliste de réduction du déficit public et de stabilisation de la dette, tandis que l'Europe devrait accroître son taux d'investissement afin de répondre à ses priorités stratégiques et renforcer son autonomie.

¹⁰⁹ BÉNASSY QUÉRÉ Agnès, *Déséquilibres extérieurs courants : de nouveaux habits pour un vieux problème*, Banque de France, 28 janvier 2026

¹¹⁰ MACRON Emmanuel, *We urgently need to rebalance EU-China relations*, Financial Times, 13 septembre 2025

Toutefois, la probabilité d'une telle évolution demeure limitée à court et moyen terme tant les effets seraient négatifs pour la Chine et les États-Unis. En Chine, la transition vers un modèle tiré par la consommation implique une redistribution profonde des équilibres économiques¹¹¹ et du pouvoir, politiquement sensible. L'appréciation du renminbi pourrait remettre en question l'internationalisation de la monnaie¹¹². Aux États-Unis, une réduction rapide des déficits budgétaires ferait peser des risques sociaux importants¹¹³, l'endettement ayant été un levier central de soutien à la demande intérieure ces dernières années¹¹⁴. À l'inverse, dans la logique de ce qui est parfois qualifié d'« accord de Mar-a-Lago »¹¹⁵, Donald Trump fait pression pour des baisses des taux directeurs de la Federal Reserve (Fed) dans le but de soutenir la demande intérieure et de réduire les coûts d'emprunt, notamment pour l'État et les ménages^{116, 117}.

Cette désynchronisation rend urgente une gouvernance multilatérale renouvée, capable d'articuler stabilité monétaire, soutenabilité des dettes, transition écologique et réduction des déséquilibres globaux. Dans ce contexte, l'Union européenne doit concentrer son effort multilatéral sur quelques dossiers structurants, au premier rang desquels le système monétaire international et la création de coalition d'acteurs volontaires.

La stabilité du système monétaire international est aujourd'hui fragilisée par une contradiction structurelle : l'offre d'actifs sûrs mondiaux libellés en dollars demeure contrainte par la capacité budgétaire des États-Unis, tandis que la demande pour ces actifs augmente avec la croissance de l'économie mondiale. Ce nouveau « dilemme de Triffin » alimente des déséquilibres persistants et renforce la vulnérabilité du système.

Un système monétaire international plus multipolaire, fondé sur plusieurs monnaies de réserve crédibles, serait à la fois plus équilibré et plus résilient. L'Union européenne a un rôle central à jouer en soutenant l'émergence de l'euro comme monnaie de règlement et de réserve à part entière ainsi que la mise en place, au niveau international, d'une régulation des stablecoins protectrice pour les utilisateurs et le système financier, inspirée du cadre

¹¹¹ Agence France Presse, *Chine : une croissance conforme aux objectifs, mais parmi les plus faibles depuis des décennies*, Le Figaro, 19 janvier 2026

¹¹² LUBIN David, *China's \$1.2 trillion trade surplus will increase calls for a stronger renminbi. Don't expect much*, Chatam House, 15 janvier 2026

¹¹³ OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2025 Numéro 1*, OCDE, 3 juin 2025

¹¹⁴ DRUT Bastien, *Quelle est la situation des finances publiques américaines ?*, CPRAM, 23 mai 2025

¹¹⁵ De CATHEU Louis, *La doctrine Miran : le plan de Trump pour disrupter la mondialisation*, Le Grand Continent, 18 janvier 2025

¹¹⁶ Associated Press, *Trump picks Warsh for Fed chair, testing US central bank independence*, Euronews, 30 janvier 2026

¹¹⁷ FRIANG Thomas, *Face à la prédation américaine, l'Europe doit préparer son « moment Delors 2.0 »* – par Thomas Friang, L'Opinion, 21 janvier 2026

européen MiCA. Les innovations financières liées à la tokenisation et aux *stablecoins* offrent une opportunité historique. La tokenisation permet de représenter la monnaie sous forme de jetons numériques, tandis que les *stablecoins* sont des actifs numériques, généralement adossés à une monnaie fiduciaire, conçus pour en maintenir la valeur. Ces instruments offrent une opportunité de contourner l'inertie des effets de réseau traditionnels et de favoriser l'émergence d'un SMI multilatéral, au sein duquel le poids de l'euro sera renforcé.

Dans cette perspective, la Banque centrale européenne et les autorités monétaires nationales doivent jouer un rôle moteur dans le développement d'un euro numérique de détail et de gros, ainsi que dans l'émergence de *stablecoins* en euro, afin de préserver l'architecture à deux niveaux du système monétaire et de sécuriser la place de l'euro dans la finance numérique mondiale. Afin de garantir la protection des utilisateurs et de limiter les risques systémiques, elles devraient également promouvoir une régulation internationale des *stablecoins* inspirée du cadre européen MiCA, par l'intermédiaire du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Proposition #1	Renforcer le rôle de l'euro en tant que monnaie de règlement et de réserve en assumant une stratégie européenne de souveraineté monétaire numérique via l'euro, fondée sur trois piliers : 1. Le déploiement prioritaire d'un euro numérique de gros, interopérable avec les infrastructures de paiement internationales ; 2. L'autorisation encadrée de <i>stablecoins</i> en euros, adossés à des actifs européens et soumis à la supervision de la BCE et des autorités nationales compétentes. 3. La promotion d'une régulation internationale des <i>stablecoins</i>, inspirée du cadre européen MiCA, par l'intermédiaire du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.
-----------------------	--

Alors que les déséquilibres s'imbriquent, la refondation du multilatéralisme ne peut être uniquement monétaire et financière. Elle doit également être systémique.

L'environnement constitue désormais un déterminant central de la stabilité financière, de la sécurité économique et de la souveraineté géopolitique. La transition écologique doit être pleinement intégrée au cœur de la gouvernance économique mondiale.

Les cadres actuels de la gouvernance climatique internationale sont devenus largement obsolètes. La distinction entre pays développés et pays en développement héritée du protocole de Kyoto ne reflète plus les réalités économiques, industrielles et climatiques contemporaines, ce qui nuit à la crédibilité et l'efficacité des négociations. Cette catégorisation, figée depuis plus de deux décennies, ne permet plus de rendre compte de la diversité et de l'actualité des trajectoires nationales ni des responsabilités et capacités réelles des États. Il convient donc d'engager une révision de la classification des pays développés au sein de la CCNUCC sur des critères dynamiques et transparents, ainsi qu'une mise à jour régulière de cette dernière.

Proposition #2	Mettre en place une révision périodique et fondée sur des critères objectifs de la classification des pays développés au sein de la CCNUCC, afin de renforcer la crédibilité, la soutenabilité et l'équité du financement international de la transition écologique.
-----------------------	---

La soutenabilité du multilatéralisme dépend également de sa légitimité sociale et politique. Les inégalités sociales et intergénérationnelles constituent un facteur central d'instabilité macroéconomique¹¹⁸, en comprimant la demande, en favorisant les rentes et en fragilisant les institutions démocratiques. Elles affectent l'ensemble des crises en alimentant les blocages politiques qui entravent la transition écologique et la coopération internationale.

Faire des inégalités un thème structurant de l'agenda du G7 et du G20 reviendrait à reconnaître que la stabilité financière, la transition climatique et la soutenabilité de notre modèle économique reposent sur une meilleure répartition des richesses tant entre les individus qu'entre les générations. Ce serait poser les bases d'un nouveau contrat social mondial, condition de possibilité d'un multilatéralisme politiquement soutenable.

Une telle ambition ne part pas de zéro. Des initiatives comme le laboratoire sur les inégalités mondiales, ainsi que les rapports produits par les organisations internationales et le système onusien, documentent déjà de

¹¹⁸ STIGLITZ Joseph, *Landmark G20 report led by Nobel Laureate Joseph Stiglitz sounds alarm on 'inequality emergency' and calls for International Panel on Inequality*, University of Columbia, Novembre 2025

manière approfondie les dynamiques d'inégalités à l'échelle mondiale. Toutefois, ces travaux reposent principalement sur des réseaux académiques ou sur des institutions aux mandats sectoriels, et ne s'inscrivent pas dans un cadre intergouvernemental formel. Ils peinent, de ce fait, à produire des diagnostics véritablement partagés et à s'imposer comme des références opérationnelles dans les négociations économiques internationales.

Dans cette perspective, une première étape consisterait à créer un organisme intergouvernemental indépendant chargé de documenter et d'analyser les dynamiques d'inégalités à l'échelle mondiale, afin d'établir des diagnostics partagés. Un tel dispositif permettrait également de renforcer la crédibilité des débats internationaux en limitant les divergences méthodologiques, d'améliorer la comparabilité et la transparence des données, de faciliter la convergence des positions entre États et de fournir un socle analytique commun pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques internationales.

Proposition #3	Faire des inégalités mondiales un thème structurant de l'agenda du G7 et du G20, en s'appuyant sur un organisme indépendant chargé d'analyser leurs dynamiques, d'établir des diagnostics partagés et de soutenir la cohérence des politiques économiques internationales.
-----------------------	---

La mise en œuvre de ces propositions suppose toutefois une coordination minimale au niveau international. Dans un tel contexte de fragmentation, un second optimum pourrait émerger *via* la constitution d'une Europe partenariale capable de bâtir des coalitions de volontaires pour préserver les biens publics mondiaux.

Dans cette logique, concrètement, l'Union pourrait proposer un accès préférentiel à son marché en échange d'engagements environnementaux et sociaux comme l'accord UE-MERCOSUR a tenté de le faire bien que cela ait contribué à allonger et complexifier les négociations¹¹⁹. Elle pourrait aussi mettre en place des « paquets dette-investissement » pour les pays clés, combinant restructuration de la dette, financement d'infrastructures climatiques et de protection de la biodiversité ainsi qu'un accès aux ressources naturelles. Enfin, elle pourrait structurer un club de décarbonation associant cofinancements d'infrastructures, accès à des garanties publiques européennes et convergence progressive des normes industrielles.

¹¹⁹ de SMETH DAY, *A geopolitical strategy with domestic political costs: The EU–Mercosur Agreement*, Brussels Institute for Geopolitics, 22 décembre 2025

Proposition #4	Penser la diplomatie européenne comme un instrument de puissance en développant une puissance partenariale, notamment via la création de : 1. Pactes d'accès au marché : accès préférentiel au marché de l'Union européenne en échange d'engagements environnementaux, sociaux et de transparence économique, afin de créer des chaînes de valeur durables et mutuellement avantageuses. 2. Paquets dette-investissement : restructuration partielle de la dette de pays partenaires contre des investissements ciblés dans les infrastructures climatiques, la biodiversité, l'énergie ou la sécurité alimentaire, afin de renforcer leur stabilité macroéconomique et leur ancrage dans des coalitions multilatérales ainsi que l'approvisionnement en matériaux de l'Europe. 3. Club de décarbonation : coalition ouverte de pays engagés dans la transition industrielle, associant cofinancements d'infrastructures, accès aux garanties des banques publiques européennes et convergence progressive des normes climatiques et industrielles.
----------------	--

2. Faire de l'Union européenne une puissance macro-économique et financière au profit de son positionnement géopolitique

La capacité de l'Union européenne à porter un multilatéralisme stabilisateur et des coalitions de volontaires dépend de la solidité de ses fondations macroéconomiques et financières. Dans un système international dominé par la force, l'Europe ne pourra peser durablement qu'en transformant son poids économique latent en capacité stratégique effective. L'autonomie stratégique européenne ne doit être ni seulement géopolitique, ni seulement industrielle : elle doit être systémique. Cette transformation constitue la suite logique du projet européen, d'abord

construit comme un projet de paix, puis consolidé autour de l'intégration économique¹²⁰. Elle suppose plusieurs réformes majeures, dont la réorientation de l'épargne notamment par la création d'un actif sûr en euro, la finalisation du marché unique et de l'union des marchés de capitaux, ainsi que la levée des tabous sur la politique industrielle.

La première condition de cette transformation est la réorientation de l'épargne européenne vers les priorités européennes définies par le rapport Draghi¹²¹. L'Union dispose d'un excédent structurel d'épargne considérable estimé à plus de 35 000 milliards d'euros^{122, 123}, dont un quart est investi aux États-Unis¹²⁴. Dans le même temps, ses besoins d'investissement supplémentaires dans la transition écologique, la digitalisation, la défense et l'innovation sont massifs et atteignent environ 5 points de PIB par an¹²⁵. Ce décalage constitue aujourd'hui l'un des principaux freins à son affirmation stratégique, en privant l'économie européenne de ressources financières pourtant abondantes.

La réorientation de l'épargne vers les investissements européens nécessite des réformes importantes. En premier lieu, l'Union doit renforcer le marché unique et l'Union des marchés de capitaux.

Le marché unique, avec 450 millions de consommateurs, est l'une des armes les plus importantes de l'Union avec son épargne. À titre d'illustration, il représente un quart du chiffre d'affaires mondial des *Big Techs* américaines¹²⁶. Toutefois, sa fragmentation réglementaire coûte jusqu'à 10 % de PIB et n'a pas permis de voir émerger des champions dans les nouveaux secteurs¹²⁷. L'Europe doit donc l'étendre et accroître sa résilience. Elle doit pour cela élargir les secteurs couverts comme le recommande le rapport Letta¹²⁸ en y intégrant l'énergie, les télécommunications ou encore les marchés financiers, et renforcer l'harmonisation des cadres réglementaires. Cette orientation, largement

¹²⁰ MALINGRE Virginie, *Emmanuel Macron : « C'est le moment pour l'UE de lancer une capacité commune d'endettement, à travers des eurobonds »*, Le Monde, 10 février 2026

¹²¹ European Commission, *The Draghi report on EU competitiveness*, European Commission, Septembre 2024

¹²² BOUJENAT Stéphane, *European savings must finance European growth*, Euronext, 18 juin 2024

¹²³ European Commission, *The Draghi report on EU competitiveness*, European Commission, Septembre 2024

¹²⁴ WIGGLESWORTH Robin, NANGLE Toby, *Could Europe really leverage its \$12.6tn pile of US assets?*, The Financial Times, 19 janvier 2026

¹²⁵ European Commission, *The Draghi report on EU competitiveness*, European Commission, Septembre 2024

¹²⁶ Le Grand Continent, *Le marché européen représente environ un quart des revenus mondiaux des Big Tech*, Le Grand Continent, 8 décembre 2025

¹²⁷ European Commission, *The Draghi report on EU competitiveness*, European Commission, Septembre 2024

¹²⁸ LETTA Enrico, *Much More than a market*,

partagée dans les discours, doit désormais se traduire par une feuille de route opérationnelle. Concrètement, l'Union pourrait identifier quelques secteurs prioritaires et fixer un calendrier d'intégration accéléré, avec comme échéance impérative 2028¹²⁹, adossé à des mécanismes de majorité qualifiée et à des incitations budgétaires européennes. Pour ces secteurs, cela suppose une convergence accrue des cadres réglementaires, fiscaux et prudentiels, ainsi qu'une harmonisation des règles applicables aux investissements et aux aides d'État notamment par la création d'un « 28^e régime » optionnel. Ce régime offrirait un cadre juridique et prudentiel unifié pour les acteurs souhaitant opérer à l'échelle européenne. Enfin, il est nécessaire de conditionner certains financements européens à des progrès mesurables dans l'intégration du marché unique.

Proposition #5	Compléter le marché unique en élargissant les secteurs couverts et en renforçant l'harmonisation des cadres réglementaires, fiscaux et prudentiels, en passant d'un objectif consensuel mais souvent incantatoire à une feuille de route politique contraignante : 1. Identifier un nombre limité de secteurs prioritaires pour lesquels un « 28^e » régime peut être mis en place ; 2. Fixer un calendrier d'intégration accéléré, assorti d'échéances claires ; 3. Adosser cette intégration à l'usage de la majorité qualifiée et à des incitations budgétaires européennes ; 4. Conditionner une partie des financements européens à des progrès mesurables dans l'intégration effective du marché unique.
-----------------------	---

La complétude du marché unique doit s'accompagner d'une mobilisation plus efficace de l'épargne privée à l'échelle européenne. Il est donc indispensable d'achever l'Union des marchés de capitaux pour mobiliser cette épargne vers les priorités stratégiques de l'Union et de soutenir la croissance des entreprises européennes. Un tel cadre permettrait notamment de financer les phases de développement et d'industrialisation des entreprises innovantes. Concrètement, la réalisation de cet objectif suppose un approfondissement de l'harmonisation réglementaire et prudentielle dans de nombreux secteurs économiques et financiers, notamment le droit des entreprises ou encore la fiscalité ainsi

¹²⁹ On n'arrête pas l'éco, Avec François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, France Inter, 10 janvier 2026

que la mise en place d'une supervision européenne renforcée, à l'image de ce qui a été accompli pour le secteur bancaire¹³⁰.

Proposition #6	Finaliser l'Union des marchés de capitaux par un approfondissement de l'harmonisation réglementaire et prudentielle dans de nombreux secteurs économiques et financiers comme le droit des entreprises et la fiscalité pour faciliter les levées de fonds transfrontalières et l'émergence de financements de long terme.
----------------	---

Au-delà de ces réformes institutionnelles, l'Union des marchés de capitaux doit aussi s'appuyer sur le développement de nouveaux instruments financiers européens capables de canaliser l'épargne abondante des ménages vers les priorités industrielles de l'Union¹³¹.

Dans cette perspective, la réorientation durable de l'épargne européenne repose sur l'émergence d'un actif sûr européen, susceptible de concurrencer les bons du Trésor américain. L'émission d'obligations communes co-garanties permettrait de renforcer l'internationalisation de l'euro, de soutenir la stabilité financière et de financer les biens publics européens stratégiques via des programmes européens d'investissement.

Proposition #7	Institutionnaliser un mécanisme permanent d'emprunt européen commun destiné à financer les biens publics européens stratégiques, sous condition d'engagements crédibles des États membres en matière d'investissement.
----------------	--

Disposer d'une puissance macro-financière est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour affirmer une stratégie européenne de multilatéralisme de puissance. Dans un monde marqué par la coercition économique, la stabilité financière doit s'accompagner d'une capacité industrielle, productive et normative.

3. Faire de l'UE une puissance industrielle, choisissant ses dépendances et défendant son modèle

Au-delà des aspects financiers, se penser comme une puissance implique de renouer avec un interventionnisme public assumé au service d'une politique industrielle européenne structurée¹³². Dans un contexte de chocs

¹³⁰ VILLEROY DE GALHAU François, *D'une Union des marchés de capitaux à une véritable Union pour le financement de la transition*, Banque de France, 23 février 2024

¹³¹ Institut Jacques Delors, *Invest in Europe First! How to Stop Capital Flight and Fund European Business with European Savings*, Institut Jacques Delors, mars 2025

¹³² VALLÉE Shahin, POLYAK Palma, *Est-ce la fin du Pacte vert européen ?*, Le grand Continent, 18 décembre 2025

systémiques, l'Union doit dépasser les dogmes de neutralité sectorielle et d'ouverture inconditionnelle pour adopter une stratégie industrielle plus sélective et stratégique, visant à développer, sécuriser et, le cas échéant, protéger des secteurs clés pour sa souveraineté économique, technologique et énergétique.

À mesure que la crise écologique se transforme en crise économique et géopolitique, la décarbonation, la digitalisation et la défense doivent constituer les axes structurants de la stratégie industrielle européenne. Cette stratégie ne peut être horizontale : elle doit s'organiser autour de verticales industrielles clairement identifiées, correspondant à des chaînes de valeur critiques pour l'autonomie stratégique et la compétitivité de l'Union. Cela concerne en particulier les batteries, les interconnexions et réseaux électriques, le recyclage et le raffinage des minerais critiques, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques.

Proposition #8	Mettre en œuvre une politique industrielle européenne explicitement sélective, organisée autour d'un nombre limité de chaînes de valeur stratégiques.
-----------------------	--

Une telle stratégie industrielle suppose toutefois d'être complétée par une politique de protection économique ciblée. Le choc industriel chinois constitue désormais une menace systémique pour l'appareil productif européen, touchant non seulement les segments à faible valeur ajoutée, mais aussi les bastions industriels de l'Union, de l'automobile aux équipements industriels ou aux batteries. Selon le rapport du Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan¹³³, près d'un quart des exportations européennes sont aujourd'hui exposées à une concurrence chinoise critique, et jusqu'à 55 % de la production manufacturière pourraient être menacés à moyen terme si les tendances actuelles se prolongent. Dans ce contexte, l'Union doit assumer une politique de protection sélective et temporaire dans les secteurs stratégiques, combinant instruments de défense commerciale renforcés, préférence européenne dans les marchés publics et conditionnalité de l'accès à son marché intérieur. Une telle approche ne vise pas le repli, mais la préservation des capacités industrielles indispensables à la transition écologique, à la sécurité économique et à la souveraineté technologique de l'Europe.

¹³³ GRJEBINE Thomas, LEFEBVRE Pacôme, TORRES Mattéo, *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, février 2026

Proposition #9	Assumer, dans les secteurs stratégiques, une politique de protection sélective et temporaire, fondée sur une combinaison cohérente d'instruments : 1. Renforcement des instruments de défense commerciale, incluant des droits de douane ciblés et proportionnés ; 2. Mise en place d'une préférence européenne dans les marchés publics pour les technologies et productions stratégiques ; 3. Conditionnalité accrue de l'accès au marché unique au respect des normes de l'acquis communautaire, notamment en matière environnementale, sociale et de concurrence.
-----------------------	---

Parallèlement à ces instruments de protection, la pérennité de ces chaînes de valeur suppose de sécuriser les intrants et les technologies dont elles dépendent. Dès lors, l'Europe doit diversifier ses approvisionnements en prenant notamment part aux clubs d'acheteurs avec les autres pays volontaires du G7 comme l'a rappelé Mark Carney dans son discours à Davos en janvier 2026¹³⁴. Elle peut également créer des partenariats stratégiques de long terme, fondés sur des investissements conjoints dans l'extraction et la transformation des ressources, à l'image de la stratégie japonaise¹³⁵. L'Amérique du Sud, et notamment le Chili¹³⁶ pour le cuivre, le lithium et le molybdène, mais également le Brésil¹³⁷ pour le niobium, le graphite et les terres rares, constituent à cet égard des partenaires clés.

Proposition #10	Développer des politiques européennes coordonnées pour sécuriser l'approvisionnement en minerais critiques, via des clubs d'acheteurs et des partenariats d'investissement stratégiques.
------------------------	---

Enfin, la puissance européenne est aussi normative et sociale. L'Union doit assumer son modèle comme un avantage comparatif stratégique, capable de définir les règles du marché au niveau mondial¹³⁸. En garantissant des

¹³⁴ CARNEY Mark, Davos 2026: *Special address by Mark Carney, Prime Minister of Canada*, World Economic Forum, 20 janvier 2026

¹³⁵ Agence France Presse, *Terres rares: cette île minuscule qui pourrait sortir le Japon de sa dépendance à la Chine*, Geo, 12 janvier 2026

¹³⁶ Direction générale du Trésor, *Le secteur minier au Chili en 2024*, Direction générale du Trésor, 17 juillet 2025

¹³⁷ GALARRAGE GORTÁZAR Naiara, *The US and Europe are courting Brazil for its critical minerals and rare earth elements*, El País, 23 janvier 2026

¹³⁸ ALEMANNIO Alerto, *Europe Is Stronger Than Its Leaders Think*, Project syndicate, 13 janvier 2026

standards élevés en matière de protection sociale, environnementale et numérique, le modèle européen contribue à la stabilité des marchés, à la confiance des consommateurs et à l'innovation de long terme. L'autonomie stratégique nécessite aussi de reconnaître que l'Union européenne est plus qu'un marché commun : c'est une union entre peuples qui partagent des valeurs communes. Comme l'a rappelé la commissaire européenne Teresa Ribera¹³⁹, l'Europe doit défendre son système de régulation pour rester compétitive. Elle doit cesser de considérer ses normes comme un fardeau et les assumer comme un levier de puissance, en mettant en avant leurs bénéfices économiques, sanitaires et démocratiques. Elle doit, au nom de la protection des données des citoyens, mettre en place l'ensemble des règles prévues par le *Digital Services Act* et le *Digital Markets Act*, afin d'accroître la transparence des plateformes et leur responsabilité. Elle doit également promouvoir des cadres ambitieux pour la protection de l'environnement et des droits sociaux.

Proposition #11	Utiliser pleinement les instruments réglementaires européens, en particulier le <i>Digital Services Act</i> et le <i>Digital Markets Act</i> , pour défendre les valeurs européennes, renforcer la souveraineté numérique et garantir une concurrence loyale et un modèle économique soutenable pour l'environnement.
-----------------	---

¹³⁹ RIBEIRA Teresa, *EU will lose 'race to the bottom' on regulation, says competition chief*, Financial Times, 25 décembre 2025

Conclusion

Les déséquilibres mondiaux ne constituent pas une anomalie conjoncturelle, mais une constante historique de chaque vague de mondialisation, nourrie par des termes de l'échange structurellement différenciés. Les déséquilibres actuels, certes moins marqués que lors de la première mondialisation, n'en demeurent pas moins profondément déstabilisateurs. Ils cristallisent aujourd'hui trois dynamiques difficilement conciliables. Tout d'abord, la Chine est toujours dépendante de ses exportations en raison de la faiblesse persistante de sa demande intérieure. Ensuite, les États-Unis soutiennent leur croissance par un endettement structurel et un déficit externe chronique. Enfin, l'Europe est excédentaire faute d'investissements stratégiques suffisants qui ne lui permettent pas d'exploiter pleinement son potentiel de puissance économique.

La singularité de ces déséquilibres tient à leur imbrication croissante avec d'autres crises systémiques, - géopolitiques, écologiques, sociales et politiques -, dans un monde entré dans une polycrise. Les déséquilibres ne sont plus seulement le symptôme des tensions globales, mais l'un des moteurs de leur approfondissement. D'un côté, la résurgence de logiques prédatrices, la brutalisation des relations internationales, la crise environnementale, la fragmentation du multilatéralisme alimentent et amplifient ces déséquilibres, tout en réduisant la probabilité d'une correction coopérative et ordonnée. De l'autre, ces déséquilibres renforcent la polycrise en nourrissant les stratégies unilatérales des États, en accentuant les fractures entre économies excédentaires et déficitaires et en consolidant les dynamiques de rivalité systémique.

Dans ce contexte, l'Union européenne et ses États membres doivent persister dans la voie du multilatéralisme, non par réflexe idéologique, mais par lucidité stratégique. Cela implique de faire du multilatéralisme un levier effectif de stabilisation, en combinant engagement politique et financier renforcé dans les institutions multilatérales avec une capacité accrue à peser sur la gouvernance économique mondiale. À défaut d'un cadre multilatéral universel pleinement fonctionnel, un second optimum pourrait consister à constituer des coalitions de volontaires, réunissant des États autour d'objectifs concrets afin de préserver et de financer les biens publics mondiaux.

Pour être crédible, cette ambition suppose que l'Europe se pense d'abord comme une puissance. Consolider le marché unique, achever l'union des marchés de capitaux et mobiliser l'épargne européenne excédentaire au service de priorités stratégiques clairement identifiées comme la transition

écologique, la souveraineté industrielle et numérique, constituent les conditions d'un tel changement d'échelle. À l'ère de la polycrise, l'Union européenne n'a d'autre choix que de faire du multilatéralisme un instrument de puissance, de résilience et de stabilité systémique.

Références

Agence France Presse, <i>Accord sur les minerais : le Parlement ukrainien a ratifié le texte « historique » conclu avec les Etats-Unis</i> , Le Monde, 8 mai 2025	Agence France Presse, <i>COP16 sur la biodiversité : à Rome, un accord arraché de justesse pour réformer le financement de la sauvegarde de la nature</i> , Le Monde, 28 février 2025
Agence France Presse, <i>La Chine réautorise l'exportation de certains métaux rares, cruciaux pour l'industrie, vers les Etats-Unis</i> , Le Monde, 9 novembre 2025	Agence France Presse, <i>Chine : une croissance conforme aux objectifs, mais parmi les plus faibles depuis des décennies</i> , Le Figaro, 19 janvier 2026
Agence France Presse, <i>L'UE condamne les taxes douanières annoncées par la Chine sur certains produits laitiers européens</i> , Le Monde, 22 décembre 2025	Agence France Presse, <i>Olaf Scholz critique l'ingérence des Américains, après le discours de J. D. Vance</i> , Le Monde, 15 février 2025
Agence France Presse, <i>Sept des neuf "limites planétaires" sont franchies, confirme l'Institut de Potsdam</i> , GEO, 25 septembre 2025	Agence France Presse, <i>Terres rares: cette île minuscule qui pourrait sortir le Japon de sa dépendance à la Chine</i> , Geo, 12 janvier 2026
Agence France Presse, <i>Terres rares: l'industrie automobile bousculée par les restrictions chinoises</i> , BFM Business, 6 juin 2025	ARSENAULT Chris, <i>Chinese firms buy, lease far less African farmland than thought – book</i> , Farmlandgrab, 12 octobre 2025
Associated Press, <i>Trump picks Warsh for Fed chair, testing US central bank independence</i> , Euronews, 30 janvier 2026	AYLETT Chris et al., <i>Why renewables and electrification hold the keys to EU energy security</i> , Chatham House, Janvier 2026
BABIKIAN Laurent, « Le vrai enjeu n'est pas la neutralité carbone mais la réduction massive de l'empreinte matière » alerte Laurent BABIKIAN in FRIANG Thomas et al., <i>Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique</i> , Institut Open Diplomacy, Octobre 2025	BAER Sébastien, <i>Allemagne : les interventions d'Elon Musk dans la campagne électorale créent stupeur et incompréhension</i> , France Inter, 31 décembre 2024
BEAUJON Agathe, <i>Bilan mitigé pour la diplomatie environnementale en 2024 : les COP sont-elles devenues inutiles ?</i> , Challenges, 26 décembre 2024	BENSIDOUN Isabelle, COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel (dir), <i>L'économie mondiale dévoile ses courbes</i> , CEPPI, 2018
BÉNASSY QUÉRÉ Agnès, <i>Déséquilibres extérieurs courants : de nouveaux habits pour un vieux problème</i> , Banque de France, 28 janvier 2026	BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, <i>La tokenisation change-t-elle la donne pour le système monétaire international ?</i> , Banque de France, 15 septembre 2025
BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, <i>Le système monétaire international est-il « injuste » ?</i> , Banque de France, 19 mars 2025	BERTHOU Antoine, BUSSIÈRE Matthieu, <i>Les déséquilibres mondiaux persistent malgré le rééquilibrage d'après-crise : focus sur leur financement</i> , Bulletin de la Banque de France, décembre 2018
BERTHOU Antoine, <i>La hausse historique du protectionnisme aux États-Unis depuis</i>	BINI SMAGHI Lorenzo, <i>Le dilemme de Triffin, toujours d'actualité</i> , Banque Centrale européenne, 3 octobre 2011

janvier 2025, Banque de France, 26 septembre 2025	
BLOT Xavier, <i>Que penser de l'accord de Turnberry entre l'UE et les États-Unis ?</i> , Connaissances des énergies, 6 août 2025	BONNO Patrick, "Ça ne va pas forcément nous aider" : le soutien de Donald Trump à Marine Le Pen ne ravit pas vraiment le RN, FranceInfo, 4 avril 2025
BOUGUINAT Henri, <i>Les vertiges de la finance internationale</i> , Economica, 1987	BOUJENAT Stéphane, <i>European savings must finance European growth</i> , Euronext, 18 juin 2024
BOULENGER Camille, <i>La remise en cause du principe de la Nation la plus favorisée</i> (NPF), IRIS, 23 avril 2025	BOURBON Jean-Claude, Alerte sur le cuivre et le cobalt d'ici 2050, La Croix, 21 juin 2020
CABALLERO, Ricardo J., FARHI Emmanuel Farhi et GOURINCHAS Pierre-Olivier, <i>An Equilibrium Model of 'Global Imbalances' and Low Interest Rates</i> , American Economic Review, vol. 98, n°1, p. 358-393, 2008	CASILLI Antonio A., <i>En attendant les robots Enquête sur le travail du clic</i> , Seuil, 2019
CHAABAN Florian, <i>Groenland : avant le projet d'annexion de Donald Trump, ces territoires européens déjà achetés ou convoités par les États-Unis</i> , Toute l'Europe, 26 janvier 2026	CHABOT Alexis, « Le progrès n'a plus le tracé d'une ligne droite : il ressemble plutôt à une cartographie mouvante » conclut Alexis CHABOT in FRIANG Thomas et al., Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique, Institut Open Diplomacy, Octobre 2025
CHANCEL Lucas, <i>Global carbon inequality over 1990–2019</i> , Nature Sustainability, Septembre 2022	CHAPERON Isabelle, « Pour les terres rares, cela s'annonce difficile de sortir des griffes de Pékin », Le Monde, 9 octobre 2025
CARNEY Mark, <i>Davos 2026: Special address by Mark Carney, Prime Minister of Canada</i> , World Economic Forum, 20 janvier 2026	CHERBONNIER Frédéric, Après le dollar, quel système monétaire ?, les Échos, 6 mai 2025
Citéco, <i>Les accords du Plaza (1985) et du Louvre (1987)</i> , Citéco, [consulté le 12 janvier 2025]	COFACE, <i>Guerre commerciale : pourquoi «il ne faut pas trop se réjouir» de la suspension des droits de douane sino-américains</i> , COFACE, 13 mai 2025
COTTE Rachel, <i>L'usage du renminbi dans les transactions transfrontalières atteint des records</i> Les Échos, 2 septembre 2024	DE CALIGNON Guillaume, « Le déficit du reste du monde vis-à-vis de la Chine est en train de devenir insoutenable », met en garde Macron à Pékin, Les Échos, 4 décembre 2025
De CATHEU Louis, <i>La doctrine Miran : le plan de Trump pour disrupter la mondialisation</i> , Le Grand Continent, 18 janvier 2025	DE LETH David, <i>The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law</i> , SOMO, 3 décembre 2025
DESEILLE Léa, <i>Donald Trump fait marche arrière sur les menaces douanières suite à "un futur accord" sur le Groenland</i> , Toute l'Europe, 22 janvier 2026	DIACRE Antoine et al., <i>État des lieux des attaques hybrides russes en Europe</i> , Institut de relations internationales et stratégiques, 15 décembre 2025

Direction générale du Trésor, <i>Le secteur minier au Chili en 2024</i> , Direction générale du Trésor, 17 juillet 2025	DODDS Klaus, <i>Géopolitique hémisphérique : comprendre la doctrine Trump</i> , Le Grand Continent, 5 janvier 2026
DRAKE Nadia, <i>La sixième extinction massive a déjà commencé</i> , National Geographic, 2025	DRUT Bastien, <i>Quelle est la situation des finances publiques américaines ?</i> , CPRAM, 23 mai 2025
Élysée, <i>Le mot du Président de la République</i> , Élysée, 15 décembre 2026	European Central Bank, <i>The international role of the euro</i> , ECB, 2025
European Commission <i>Joint Statement on a United States-European Union framework on an agreement on reciprocal, fair and balanced trade</i> , European Commission, 21 août 2025	European Commission, <i>The Draghi report on EU competitiveness</i> , European Commission, Septembre 2024
Eurostat, <i>Proportion de la population âgée de 65 ans et plus</i> , Eurostat, Décembre 2025 (dernière mise à jour)	Fonds monétaire international, <i>Perspectives de l'économie mondiale — Dans une économie mondiale en constante évolution, les perspectives restent sombres</i> , Washington, octobre 2025
FANNING Andrew, RAWORTH Kate, <i>Doughnut of social and planetary boundaries monitors a world out of balance</i> , Nature, 1er octobre 2025	FAYE Souleymane, GODAR Sarah, MOURA Carolina, ZUCMAN Gabriel, <i>Global Offshore Wealth, 2001-2023</i> , Eu Tax Observatory, Décembre 2025
FRANKEL Jeffrey, <i>The plaza accord, 30 years later</i> , NBER Working paper series, décembre 2015	FRIANG Thomas et al., <i>Comprendre la polycrise, précis de lucidité pour négocier un tournant historique</i> , Institut Open Diplomacy, Octobre 2025
FRIANG Thomas, <i>Face à la prédation américaine, l'Europe doit préparer son « moment Delors 2.0 » – par Thomas Friang</i> , L'Opinion, 21 janvier 2026	G20, <i>G20 Johannesburg Leaders' Declaration</i> , Conseil de l'Union européenne, 22 novembre 2025
G77, <i>Statement on behalf of the group of 77 and CHina by the delegation of Iraq at the informal meeting of the UN general assembly on the priorities and preparations for the 2025 UN climate change conference</i> , G77, 5 mars 2025	GALARRAGE GORTÁZAR Naiara, <i>The US and Europe are courting Brazil for its critical minerals and rare earth elements</i> , El País, 23 janvier 2026
GAMMIO Lazaro, ROMM Tony, SWANSON Ana, <i>Comment les taux de droits de douane de Trump sont-ils calculés ?</i> , La Presse, 3 avril 2025	GANDILHON Michel, <i>Intervention des États-Unis au Venezuela : quand la lutte antidrogue est instrumentalisée</i> , IRIS, janvier 2026
GODDARD Stacie, NEWMAN Abraham, <i>Néo-royalisme : le nouvel ordre mondial de Donald J. Trump</i> , Le Grand continent, 2 février 2026	GÓMEZ CARRERA Ricardo (et al.), <i>Rapport sur les inégalités mondiales 2026</i> , World inequality lab, Décembre 2025
GÓMEZ CARRERA Ricardo (et al.), <i>Rapport sur les inégalités mondiales 2026</i> , World inequality lab, Décembre 2025	GOAR Matthieu, Pierre Charbonnier, philosophe « <i>La décarbonation du monde passera par des moments très conflictuels</i> », Le Monde, 5 janvier 2026
GRJEBINE Thomas, LEFEBVRE Pacôme, TORRES Mattéo, <i>L'industrie européenne</i>	GREKOU Carl, <i>Un dollar contesté, mais toujours pas détrôné</i> in L'économie

face au rouleau compresseur chinois, Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, février 2026	mondiale 2021, CEPII, La Découverte, collection Repères, 2020.
GREKOU, C., HACHE, E., LANTZ, F., MASSOL, O., Mignon, V. & Ragot, L., <i>La dépendance de l'Europe au gaz russe : état des lieux et perspectives</i> . Revue d'économie financière, N° 147(3), pp. 227-242., 2022	GROSZ Anne, « Récupérons ces 300 milliards » : le gouverneur de la Banque de France veut mobiliser l'épargne privée pour le financement de l'UE, Le Figaro, 23 janvier 2025
GROUSSON Mathieu, <i>Dix ans après, un accord de Paris aux résultats mitigés</i> , CNRS Le journal, 7 novembre 2025	GUIMBARD Houssein. LEFEBVRE Kévin, <i>Protection commerciale : moins de droits de douane, plus de protection temporaire</i> , CEPII, Octobre 2022
HALE Thomas, NEIL ALIM Arjun, <i>IMF calls on China to halve industrial subsidies</i> , Financial times, 19 février 2026	HAROLD Thibault, <i>Passant au-dessus de 1 000 milliards de dollars, l'excédent commercial chinois inquiète le monde</i> , Le Monde, 9 décembre 2025
HANCOCK Alice, MOENS Barbara, <i>Trade between EU member states is slowing, data shows</i> , Financial Times, 13 janvier 2026	HIVERT Anne-Françoise, <i>Le Groenland ciblé par une campagne d'ingérences américaines</i> , Le Monde 27 août 2025
IFO Institute, <i>Pension Insurance Subsidy in Germany Will Swallow Up a Third of Tax Revenues</i> , IFO Institute, Novembre 2025	IHEDN, <i>Extraterritorialité du droit : quand le « lawfare » sert la guerre économique</i> , IHEDN,
INSEE, <i>Les ménages à haut patrimoine et haut niveau de vie : plus souvent cadres ou indépendants, quinquagénaires ou sexagénaires, avec un patrimoine diversifié</i> , Insee Références – Édition 2025 – Éclairages, 2025	Institut Jacques Delors, <i>Invest in Europe First! How to Stop Capital Flight and Fund European Business with European Savings</i> , Institut Jacques Delors, mars 2025
International Maritime Organisation, <i>IMO net-zero shipping talks to resume in 2026</i> , International Maritime Organisation, 17 octobre 2025	JANCOVICI Jean-Marc, <i>Retranscription de la conférence de Jean-Marc Jancovici, "PIB ou CO2 il faut choisir", donnée à Sciences Po</i> , Hapen, 28 septembre 2019
JOHNSON-CALARI Jennifer, DAS Arnab, PASSACANTANDO Franco, <i>The "Weaponisation" of Money: Risks of Global Financial Fragmentation</i> , Istituto Affari Internazionali, Juin 2024	JORDAN Dearbail, HOSKINS Peter, <i>Trump raises US tariffs on South Korea imports to 25%</i> , BBC, 27 janvier 2026
KRUGMAN Paul, <i>Has Brazil Invented the Future of Money?</i> , Substack, 22 juillet 2025	LEFEBVRE Kévin, WIBAUX Pauline, <i>Import Dependencies: Where Does the EU Stand?</i> , CEPII, Septembre 2024
Le Grand Continent, <i>Changement de régime : le discours intégral de J.D. Vance à Munich</i> , Le Grand Continent, 14 février 2025	Le Grand Continent, <i>Le marché européen représente environ un quart des revenus mondiaux des Big Tech</i> , Le Grand Continent, 8 décembre 2025
Le Grand Continent, <i>Make Colonialism Great Again : la Maison-Blanche fait de la recolonisation sa doctrine globale</i> , Le Grand Continent, 5 janvier 2026	LEICHTER Rasmus, <i>Quelle est la taille de l'industrie manufacturière ?</i> , Cargoson, 29 octobre 2025
Les Échos, « Jusqu'à la vente du Groenland » : Trump va imposer des droits de douane à huit pays européens, dont la	LETTA Enrico, <i>Much More than a market</i> , Conseil de l'Union européenne, avril 2024

France, dès le 1er février, Les Échos, 17 janvier 2026	
LE TROQUIER Pauline, <i>A Madagascar, la précarité des petites mains de l'IA</i> , Le Monde, 3 janvier 2026	LIPPERT Chloé, LEDROIT Valentin, <i>[Carte] Terres rares et minerais : pourquoi le sol du Groenland attire les convoitises</i> , Toute l'Europe, 21 janvier 2026
LUBIN David, <i>China's \$1.2 trillion trade surplus will increase calls for a stronger renminbi. Don't expect much</i> , Chatam House, 15 janvier 2026	MACRON Emmanuel, <i>Prise de parole du Président de la République à la session d'ouverture du Sommet du G20 sur la croissance économique inclusive et durable</i> , Élysée, 22 novembre 2025
MACRON Emmanuel, <i>We urgently need to rebalance EU-China relations</i> , <i>Financial Times</i> , 16 décembre 2025	MADELINE Agathe, MILLER Caroline, <i>Coordonner des créanciers fragmentés pour restructurer la dette souveraine : le cas du Sri Lanka</i> , Trésor Éco, 26 juin 2025
MALINGRE Virginie, <i>Terres rares : face aux restrictions imposées par la Chine, l'Union européenne se fait menaçante</i> , Le Monde, 26 octobre 2025	MALINGRE Virginie, <i>Emmanuel Macron : « C'est le moment pour l'UE de lancer une capacité commune d'endettement, à travers des eurobonds »</i> , Le Monde, 10 février 2026
MANZANARO Sofia, <i>Règlement anti-déforestation : des associations américaines exhortent Bruxelles à ne pas céder aux pressions de Washington</i> , Euractiv, 8 octobre 2025	McKinsey, <i>Quels nouveaux visages pour la mondialisation ?</i> , McKinsey, 6 juillet 2024
MINC Alain, <i>Mondialisation heureuse : je persiste et signe</i> , Le Monde, 17 août 2001	MOËC Gilles, <i>Tarifs douaniers de Trump : l'offensive commerciale de Mar-a-Lago et ses impasses en 7 graphiques</i> , Le grand continent, 2 avril 2025
National Institute of Standards and Technology, <i>U.S. Manufacturing Economy</i> , NIST, [consulté le 10 janvier 2026]	NIEVAS Gaston et PIKETTY Thomas, <i>Unequal exchange and north-south relations: evidence from global trade flows and the world balance of payments, 1800-2025</i> , World inequality Lab, mai 2025
OECD, <i>Asia and the Global crisis, the industrial dimension</i> , OECD, 1999	PARRIQUE Timothée, <i>La PIB mania nous mène à l'extinction : la nouvelle étude du donut est sans équivoque</i> , Bon Pote, 2 novembre 2025
PERISSICH Riccardo, <i>Trump et le nouveau désordre international</i> , TELOS, 14 janvier 2026	Peterson G. Peterson Foundation, <i>The Federal Government Has Borrowed Trillions. Who Owns All that Debt?</i> , PIIE, 22 octobre 2025
POIRIER Anne-Claire, <i>Une nouvelle «occasion manquée» : la COP30 accouche d'un accord «sans ambition» et sans mention des énergies fossiles</i> , Vert, Le Média, 22 novembre 2025	President of the United States, <i>National Security Strategy of the United States of America</i> , President of the United States, Novembre 2025
OCDE, <i>Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2025 Numéro 1</i> , OCDE, 3 juin 2025	On n'arrête pas l'éco, Avec François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, France Inter, 10 janvier 2026

ONU Info, <i>Natalité en baisse : « Ce n'est pas un rejet de la parentalité, mais un manque de choix »</i> , ONU Info, 10 juin 2025	Ouest France, <i>Pour la première fois, plus de la moitié de la population en âge de voter a plus de 50 ans</i> , Ouest France, juin 2025
Oxfam, <i>Rapport sur les inégalités 2026 : Résister au règne des plus riches</i> , Oxfam, 19 janvier 2026	PARTINGTON Richard, <i>"The dollar is losing credibility" : why central banks are scrambling for gold</i> , The guardian, 16 janvier 2026
PLATAS-LOPEZ Alejandro, CRUZ MEIJA Oliverio, <i>The Nearshoring Loop: A Review of Triggers, Location Choice, and Captured Outcomes</i> , MDPI, 22 décembre 2025	POUZYREFF Natalia, RÉCALDE Marie, <i>Rapport d'information par la Commission de la Défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le thème de « l'opérationnalisation de la nouvelle fonction stratégique influence »</i> , Assemblée nationale, 2 juillet 2025
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), <i>Convention sur la diversité biologique</i> , PNUE, 23 mars 2023	RIBEIRA Teresa, <i>EU will lose 'race to the bottom' on regulation, says competition chief</i> , Financial Times, 25 décembre 2025
RITCHIE Hannah, ROSER Max, <i>CO₂ emissions, How much CO₂ does the world emit? Which countries emit the most?</i> , Our world in data, version du 4 décembre 2025	ROLLEY Sonia, <i>En RDC, pour revenir dans la course aux minerais stratégiques, les Etats-Unis négocient avec Dan Gertler</i> , Le Monde, 17 octobre 2024
SALIM Marissa, <i>Central bank gold statistics : Buying momentum continues into November</i> , World Gold Council, 6 janvier 2026	SCHNEID Rebecca, <i>Americans Are Paying For Trump's Tariffs</i> , Study Finds, Time, 23 janvier 2026
Shift Project. <i>La Souveraineté par la décarbonation : voie nécessaire pour la France et l'Europe</i> , Shift project, 12 novembre 2025	Service européen pour l'action extérieure, <i>Inside the infrastructure of Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI) operations</i> , Service européen pour l'action extérieure, 19 mars 2025
de SMETH DAY, <i>A geopolitical strategy with domestic political costs: The EU-Mercosur Agreement</i> , Brussels Institute for Geopolitics, 22 décembre 2025	SMITH Ian et al., <i>Dollar sinks to 4-month low and gold soars past \$5,000 as yen leaps</i> , Financial times, 26 janvier 2026
STIGLITZ Joseph, <i>Landmark G20 report led by Nobel Laureate Joseph Stiglitz sounds alarm on 'inequality emergency' and calls for International Panel on Inequality</i> , University of Columbia, Novembre 2025	Sustainable development Goals, <i>Goal 1: End poverty in all its forms everywhere</i> , Sustainable development goals, [consulté le 19 janvier 2026]
SwissRE Institute, <i>sigma 1/2025: Natural catastrophes: insured losses on trend to USD 145 billion in 2025</i> , SwissRe, 29 avril 2025	The German federal government, <i>The history of the G7</i> , The German federal government, [consulté le 13 janvier 2026]
The State Council , The peoplus republic of China, <i>Xi's article on expanding domestic demand to be published</i> , The State	TEXTOR C., <i>GDP distribution across economic sectors in China 2014-2024</i> , Statista, Novembre 2025

Council, The peoplùs republic of China, 15 décembre 2025	
TISSERANT Virginie, <i>L'enlèvement de Maduro, illustration du fonctionnement du nouvel ordre mondial</i> , The Conversation, 28 janvier 2026	Trading Economics, <i>Japan Foreign Exchange Reserves</i> , Trading Economics, [visualisé le 08 janvier 2025]
UNEP, <i>Adaptation Gap Report 2025</i> , UNEP, 29 octobre 2025	United Nations Population Fund, <i>The real fertility crisis</i> , UNFPA, 2025
United Nations, <i>Convention to combat Desertification, New UN estimates show the world could save billions annually and earn trillions more by investing in healthy land</i> , United Nations, 3 décembre 2024	U.S. Department of the Treasury. Fiscal Service, Federal Debt : total public debt, U.S. Department of the Treasury. Fiscal Service, [consulté le 11 février 2026]
VALLÉE Shahin, POLYAK Palma, <i>Est-ce la fin du Pacte vert européen ?</i> , Le grand Continent, 18 décembre 2025	De VAUPLANE Hubert, <i>Les stablecoins sont-ils en train de détruire la Banque centrale européenne ?</i> , Le Grand Continent, 23 octobre 2025
VAROUFAKIS Yanis, <i>Donald Trump's economic masterplan He is plotting an anti-Nixon shock</i> , Unherd, 12 février 2025	Vie publique, <i>Sommet de Genève sur la pollution plastique : en l'absence de consensus, les discussions sont reportées</i> , Vie publique, 19 août 2025
VIGINUM, <i>Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516</i> , VIGINUM, 6 mai 2025	VILLEROY DE GALHAU François, <i>D'une Union des marchés de capitaux à une véritable Union pour le financement de la transition</i> , Banque de France, 23 février 2024
WIEDER Thomas et al., <i>L'arrivée de Steve Bannon en Europe suscite le scepticisme chez les populistes</i> , Le Monde, 20 août 2018	White House, <i>Withdrawing the United States from International Organizations, Conventions, and Treaties that Are Contrary to the Interests of the United States</i> , White House, 7 janvier 2026
WIGGLESWORTH Robin, NANGLE Toby, <i>Could Europe really leverage its \$12.6tn pile of US assets?</i> , The Financial Times, 19 janvier 2026	World social report United Nations, Department of Economic and Social Affairs, <i>World social report 2025 - A new policy consensus to accelerate social progress</i> , United nations, 2025
World population review, <i>Tariff rates by country 2026</i> , World population review, [consulté le 13 janvier 2026]	XÉMARD Mathieu, <i>La Chine en situation de monopole sur les terres rares</i> , Polytechnique Insight, 29 janvier 2025
Yale University, <i>State of U.S. Tariffs: November 17, 2025</i> , Yale University, Novembre 2025	



Institut Open Diplomacy :
<https://www.open-diplomacy.fr>

L'Institut Open Diplomacy, fondé en 2010 par Thomas Friang, est un think tank reconnu pour ses travaux d'intérêt général.

Fidèle à sa mission de défense des intérêts des générations futures, il a créé dès 2011 le Y20 et le Y8 (devenu aujourd'hui le Y7), les groupes d'engagement officiels de la jeunesse auprès du G20 et du G7. Depuis, il sélectionne et forme chaque année les délégués français qui participent à ces sommets internationaux.

En 2025, face à l'enchevêtrement inédit de crises géopolitiques, écologiques, économiques et politiques qui se renforcent mutuellement, l'Institut s'est fixé une nouvelle priorité : « comprendre et combattre la polycrise ».

Il a publié en octobre 2025 un rapport de référence intitulé Comprendre la polycrise et organise pour la France, en 2026, le G7 jeunes, le Y7, dont le thème est « Fighting the Polycrisis ».

COMPRENDRE & COMBATTRE LA POLYCRISE

